



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



FIDA | Fonds international de
développement agricole

unicef 



WFP
Programme
Alimentaire
Mondial



Organisation
mondiale de la Santé

2023

RÉSUMÉ

L'ÉTAT DE
**LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE ET
DE LA NUTRITION
DANS LE MONDE**

**URBANISATION, TRANSFORMATION DES SYSTÈMES
AGROALIMENTAIRES ET ACCÈS À UNE ALIMENTATION
SAINE LE LONG DU CONTINUUM RURAL-URBAIN**

Référence bibliographique à citer:

FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2023. *Résumé de L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023. Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain*. Rome, FAO.
<https://doi.org/10.4060/cc6550fr>

Cette brochure reprend les messages clés et le contenu principal de la publication *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023*. La numérotation des tableaux et des figures correspond à ladite publication.

PHOTOGRAPHIE DE COUVERTURE ©Dreamstime.com/Manop Lohkaew

THAÏLANDE. Pousses vertes et ville en arrière-plan – l'agriculture urbaine et périurbaine en action.

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGES CLÉS

AVANT-PROPOS

CHAPITRE 1 INTRODUCTION

CHAPITRE 2 LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LE MONDE

2.1 Indicateurs de la sécurité alimentaire: dernières données en date et progrès accomplis vers l'élimination de la faim et la sécurité alimentaire

FIGURE 1 La faim dans le monde est demeurée relativement stable entre 2021 et 2022, mais se maintient à un niveau bien supérieur à celui enregistré avant la pandémie de covid-19

FIGURE 5 Le nombre de personnes sous-alimentées selon les projections indique que le monde est loin d'être sur la bonne voie pour atteindre l'objectif «Faim zéro» d'ici à 2030

FIGURE 6 L'insécurité alimentaire modérée ou grave est demeurée stable au niveau mondial entre 2021 et 2022, mais a empiré en Afrique ainsi qu'en Amérique du Nord et en Europe, et a reculé en Asie ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes

FIGURE 8 L'insécurité alimentaire, aux deux niveaux de gravité, est plus élevée en zone rurale qu'en zone urbaine dans toutes les régions, excepté l'Amérique du Nord et l'Europe

5	2.2 Coût et accessibilité économique d'une alimentation saine	18
8		
12	TABLEAU 5 Malgré une légère amélioration par rapport à 2020, plus de 3,1 milliards de personnes n'avaient pas les moyens de s'alimenter sainement en 2021	19
13	2.3 Situation en matière de nutrition: progrès accomplis au regard des cibles mondiales	20
13	FIGURE 12 On note une amélioration s'agissant du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans et de l'allaitement maternel exclusif et quelques progrès pour ce qui est de l'émaciation, mais pas d'évolution en ce qui concerne l'insuffisance pondérale à la naissance et l'excès pondéral chez les enfants de moins de 5 ans	22
14		
15	CHAPITRE 3 L'URBANISATION TRANSFORME LES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES ET INFLUE SUR L'ACCÈS À UNE ALIMENTATION Saine ET ABORDABLE LE LONG DU CONTINUUM RURAL-URBAIN	23
16	3.1 Moteurs, physiologie et dynamique de l'urbanisation	24
17	FIGURE 16 Moteurs de l'urbanisation	24
17	3.2 L'urbanisation a une incidence sur les systèmes agroalimentaires, et engendre des défis et des possibilités au regard de l'objectif qui consiste à assurer l'accès à une alimentation saine et abordable	26

FIGURE 20 Mécanismes par lesquels l’urbanisation influe sur les systèmes agroalimentaires et sur l’accès à une alimentation saine et abordable

27

CHAPITRE 4 INTERACTIONS ENTRE L’OFFRE ET LA DEMANDE D’ALIMENTS, ET COÛT ET ACCESSIBILITÉ ÉCONOMIQUE D’UNE ALIMENTATION SAINTE LE LONG DU CONTINUUM RURAL-URBAIN

29

4.1 Comprendre l’offre et la demande d’aliments le long du continuum rural-urbain

29

FIGURE 24 Si les aliments achetés représentent une part importante de la consommation des ménages urbains, comme l’on pourrait s’y attendre, cet indicateur est étonnamment élevé sur l’ensemble du continuum rural-urbain, même parmi les ménages ruraux

31

FIGURE 26A Dans les 11 pays d’Afrique considérés, les ménages ruraux consomment des aliments transformés, y compris des aliments hautement transformés – même ceux qui vivent à 1 heure ou plus d’une ville, quelle qu’en soit la taille

32

TABLEAU 11 Dans les 11 pays d’Afrique considérés, une transition alimentaire à l’échelon des ménages est en train de s’opérer sur le continuum rural-urbain, dans les pays à budget alimentaire élevé comme dans ceux à budget alimentaire faible – cela même dans les zones rurales, bien que le processus y soit moins avancé et moins marqué que dans les zones urbaines et périurbaines

33

4.2 Coût et accessibilité économique d’une alimentation saine, et sécurité alimentaire et nutrition le long du continuum rural-urbain

34

FIGURE 33 Dans les 11 pays d’Afrique considérés, le pourcentage de la population qui n’a pas les moyens de s’alimenter sainement dans les zones périurbaines est supérieur à la valeur observée dans les zones urbaines, et similaire à celle enregistrée dans les zones rurales

36

FIGURE 34B Dans bon nombre des neuf pays d’Afrique analysés, le niveau d’insécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines ne diffère guère des valeurs observées dans les zones rurales, voire leur est légèrement supérieur dans quelques cas, ce qui signifie que l’insécurité alimentaire n’est pas un problème exclusivement rural dans la plupart des pays considérés

37

CHAPITRE 5 POLITIQUES ET SOLUTIONS PERMETTANT DE FAIRE DE LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES UN LEVIER POUR UNE ALIMENTATION SAINTE LE LONG DU CONTINUUM RURAL-URBAIN

38

FIGURE 37 Les défis et les possibilités engendrés par l’urbanisation du point de vue des systèmes agroalimentaires et la façon dont les politiques peuvent y répondre le long du continuum rural-urbain

39

5.1 Politiques et investissements pouvant favoriser des régimes alimentaires sains le long du continuum rural-urbain

39

5.2 La technologie et l’innovation, leviers essentiels de la transformation des systèmes agroalimentaires dans le contexte de l’urbanisation

41

5.3 Mécanismes de planification et de gouvernance intégrés le long du continuum rural-urbain

42

CHAPITRE 6 CONCLUSION

43

MESSAGES CLÉS

→ La faim dans le monde – mesurée par la prévalence de la sous-alimentation (indicateur 2.1.1 des objectifs de développement durable [ODD]) – est demeurée relativement stable entre 2021 et 2022, mais se maintient à un niveau bien supérieur à celui enregistré avant la pandémie de covid-19: elle touchait quelque 9,2 pour cent de la population mondiale en 2022, contre 7,9 pour cent en 2019.

→ On estime qu'entre 691 millions et 783 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2022. Si l'on prend la moyenne (735 millions environ), cela représente près de 122 millions de personnes de plus qu'en 2019, avant la pandémie mondiale.

→ Entre 2021 et 2022, des progrès ont été accomplis en Asie et en Amérique latine en matière de réduction de la faim, mais cette dernière continue d'augmenter en Asie de l'Ouest, dans les Caraïbes et dans toutes les sous-régions d'Afrique.

→ Les projections indiquent que près de 600 millions de personnes souffriront de sous-alimentation chronique en 2030. Dans un scénario sans pandémie ni guerre en Ukraine, ce chiffre serait inférieur de quelque 119 millions – et de 23 millions environ si seule la guerre en Ukraine n'avait pas eu lieu, ce qui souligne l'immense défi que représente la cible des ODD visant l'éradication de la faim, en particulier en Afrique.

→ La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave à l'échelle mondiale (indicateur 2.1.2 des ODD) est demeurée stable pour la deuxième année consécutive, après avoir fortement augmenté entre 2019 et 2020. Quelque 2,4 milliards de personnes – 29,6 pour cent de la population mondiale – étaient en situation d'insécurité

alimentaire modérée ou grave en 2022, dont environ 900 millions (soit 11,3 pour cent de la population mondiale) dans le deuxième cas.

→ À l'échelle mondiale, l'insécurité alimentaire touche de manière disproportionnée les femmes et les personnes qui vivent en milieu rural. En 2022, l'insécurité alimentaire modérée ou grave concernait 33,3 pour cent des adultes en milieu rural, contre 28,8 pour cent dans les zones périurbaines et 26,0 pour cent dans les zones urbaines. L'écart entre les femmes et les hommes en matière d'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale, qui s'était creusé dans le sillage de la pandémie, s'est réduit entre 2021 et 2022, passant de 3,8 points à 2,4 points.

→ En 2021, plus de 3,1 milliards de personnes dans le monde (soit 42 pour cent) n'avaient pas les moyens de s'alimenter sainement. Bien que cela représente une hausse globale de 134 millions par rapport à 2019, avant la pandémie, le nombre de personnes se trouvant dans cette situation a en réalité baissé de 52 millions entre 2020 et 2021.

→ On estime qu'en 2022, sur l'ensemble des enfants de moins de 5 ans à l'échelle mondiale, 148,1 millions (22,3 pour cent) présentaient un retard de croissance, 45 millions (6,8 pour cent) étaient émaciés et 37 millions (5,6 pour cent) étaient en surpoids. La prévalence du retard de croissance et de l'émaciation était plus élevée dans les zones rurales, tandis que celle de l'excès pondéral était légèrement supérieure en milieu urbain.

→ Des progrès constants ont été accomplis s'agissant de développer l'allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois de la vie et de réduire le retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans, mais le

monde n'est pas en bonne voie pour atteindre les cibles fixées à l'horizon 2030. Le surpoids chez l'enfant et l'insuffisance pondérale à la naissance ont peu évolué, et la prévalence de l'émaciation est plus de deux fois supérieure à la cible établie pour 2030.

→ L'urbanisation croissante – d'ici à 2050, il est prévu que près de 7 personnes sur 10 vivent en ville – entraîne des changements dans les systèmes agroalimentaires sur l'ensemble du continuum rural-urbain. Ces changements engendrent des défis mais également des possibilités au regard de l'objectif qui consiste à permettre à chacun d'accéder à une alimentation saine et abordable.

→ Parmi les difficultés actuelles figurent la disponibilité accrue d'aliments moins chers, prêts à consommer, cuisinés à l'avance ou issus de la restauration rapide, dont la plupart, riches en graisses, en sucres et/ou en sel, ont une densité énergétique élevée et sont susceptibles de contribuer à la malnutrition; les disponibilités en fruits et en légumes qui ne sont pas suffisantes pour satisfaire les besoins journaliers de tous; l'exclusion des petits agriculteurs des chaînes de valeur structurées; et la perte de terres et de capital naturel sous l'effet de l'expansion urbaine.

→ Cependant, l'urbanisation s'accompagne également de possibilités, étant donné qu'elle donne naissance à des chaînes de valeur alimentaires plus longues, plus structurées et plus complexes qui permettent à des activités rémunératrices non agricoles de se développer, en particulier pour les femmes et les jeunes, et accroissent la diversité des aliments nutritifs. L'accès des exploitants aux intrants et aux services agricoles s'améliore souvent à mesure que les zones urbaines s'étendent et se rapprochent ainsi des zones rurales.

→ Pour cerner les changements qui s'opèrent au sein des systèmes agroalimentaires dans leur ensemble (autrement dit, de la production d'aliments au comportement des consommateurs, en passant par la

transformation, la distribution et les achats), il convient d'aborder la question sous l'angle du continuum rural-urbain, qui reflète la connectivité et les liens grandissants entre zones urbaines, périurbaines et rurales.

→ Déjà bien avancée en Asie et en Amérique latine, la mutation de la demande et de l'offre alimentaires tout le long du continuum rural-urbain s'accélère en Afrique, où le pourcentage de la population qui se trouve en situation d'insécurité alimentaire et n'a pas les moyens de s'alimenter sainement est parmi les plus élevés au monde. Dans cette région, la croissance exponentielle de l'emploi non agricole et l'essor considérable de marchés et de chaînes d'approvisionnement alimentaire interdépendants entraînent une évolution des régimes alimentaires le long du continuum rural-urbain.

→ Les nouveaux éléments recueillis dans 11 pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe remettent en question l'idée habituelle selon laquelle les achats de nourriture ne représentent qu'une petite partie de la consommation alimentaire des ménages ruraux sur ce continent. Certes, les achats d'aliments sont importants chez les ménages urbains de ces pays, mais ils sont aussi étonnamment élevés tout le long du continuum rural-urbain, même parmi les ménages ruraux qui vivent loin d'un centre urbain.

→ De nouvelles données battent également en brèche la vision traditionnelle d'une différence marquée entre zones urbaines et zones rurales en ce qui concerne les habitudes d'achat. Dans les 11 pays africains concernés, la consommation d'aliments transformés, y compris hautement transformés, est supérieure en milieu urbain, et elle ne diminue que progressivement à mesure que l'on se rapproche des zones périurbaines puis des zones rurales. En outre, la consommation de légumes, de fruits ainsi que de graisses et d'huiles par rapport à la consommation alimentaire totale est relativement uniforme le long du continuum rural-urbain.

→ L'accessibilité économique des aliments sains est une question de plus en plus cruciale pour les ménages qui vivent en zone périurbaine ou rurale car ceux-ci dépendent davantage des achats de denrées. Dans les 11 pays considérés, l'accessibilité des aliments sains demeure plus faible en milieu rural, bien que ces denrées soient plus abordables que dans les centres urbains. Les ménages à faible revenu vivant dans des zones périurbaines ou rurales sont particulièrement défavorisés car, pour avoir une alimentation saine, il leur faudrait doubler leur budget alimentaire.

→ Dans nombre de ces pays africains où elle a été étudiée, la sécurité alimentaire n'est pas un problème exclusivement rural, étant donné que l'insécurité alimentaire modérée ou grave dans les zones urbaines (métropoles, grandes villes, villes moyennes et petites villes) ou périurbaines (situées à moins de 1 heure d'une métropole ou d'une ville, grande ou moyenne) s'établit au même niveau qu'en milieu rural, voire légèrement au-dessus.

→ La prévalence de l'excès pondéral chez l'enfant risque d'augmenter sous l'effet d'un problème d'apparition récente: la forte consommation d'aliments hautement transformés et la prise fréquente de repas hors du domicile dans les centres urbains, qui sont de plus en plus courantes dans les zones périurbaines et les zones rurales.

→ Pour accroître l'accès à des aliments abordables et sains et permettre à tous de jouir de la sécurité alimentaire et d'une bonne nutrition, il faut adopter une approche stratégique et une législation qui tirent parti de la connectivité de plus en plus développée entre les zones rurales et périurbaines et les villes, quelle qu'en soit la taille.

→ Le resserrement des liens entre les différents segments des systèmes agroalimentaires engendre des possibilités bénéficiant à toutes les parties en ce qui concerne le développement économique et l'accès à des aliments sains et abordables, lesquelles peuvent être exploitées au moyen d'investissements dans les infrastructures, les biens publics et le renforcement des capacités qui améliorent la connectivité entre milieu rural et milieu urbain. Ces investissements doivent appuyer le rôle essentiel des petites et moyennes entreprises dans les systèmes agroalimentaires, en particulier dans les villes de grande, moyenne ou petite taille.

→ Il convient d'accroître les investissements publics dans la recherche-développement pour mettre au point des technologies et des innovations favorisant la création d'environnements alimentaires plus sains et l'amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité économique des aliments nutritifs. La technologie peut s'avérer particulièrement importante pour faire en sorte que l'agriculture urbaine et périurbaine soit mieux à même de fournir des aliments nutritifs aux villes de toute taille.

→ L'exploitation de la connectivité le long du continuum rural-urbain passe par des mécanismes de gouvernance et des institutions adéquats permettant de coordonner des investissements cohérents qui transcendent les frontières sectorielles et administratives. À cet effet, les autorités infranationales peuvent jouer un rôle essentiel s'agissant d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques qui ne se limitent pas à l'approche descendante employée habituellement. Les approches en matière de gouvernance des systèmes agroalimentaires doivent favoriser la cohérence des politiques entre les niveaux local, régional et national en faisant participer les acteurs pertinents des systèmes agroalimentaires à tous les échelons.

AVANT-PROPOS

Dans le présent rapport, nos organisations viennent réaffirmer, d'une même voix, qu'il nous faut amplifier et mieux cibler nos actions, faute de quoi l'objectif d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030 restera hors de notre portée. Notre monde se relève de la pandémie planétaire, mais de manière inégale d'un pays à l'autre ou au sein même des pays. Il est en outre aux prises avec les conséquences de la guerre en Ukraine, qui a ébranlé les marchés des produits alimentaires et de l'énergie.

Les systèmes agroalimentaires restent extrêmement vulnérables aux crises et aux perturbations résultant des conflits, de la variabilité et des extrêmes climatiques, et des contractions économiques. Ces facteurs, conjugués aux inégalités croissantes, continuent de mettre à rude épreuve la capacité des systèmes agroalimentaires de fournir à chacun une alimentation nutritive, sans danger pour la santé et abordable. Ces grands moteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sont la «nouvelle normalité». Nous n'avons pas d'autre choix que de redoubler d'efforts pour transformer les systèmes agroalimentaires et les utiliser comme levier pour atteindre les cibles de l'objectif de développement durable (ODD) 2.

La faim dans le monde se maintient à un niveau bien supérieur à celui enregistré avant la pandémie de covid-19. On estime qu'entre 690 millions et 783 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2022. Cela représente près de 122 millions de personnes de plus qu'avant la pandémie. Malgré tout, la faim a cessé de s'aggraver dans le monde au cours des deux dernières années, et on comptait en 2022 quelque 3,8 millions de personnes sous-alimentées de moins qu'en 2021. La reprise économique au sortir de la pandémie a contribué à cette modeste amélioration, mais elle a incontestablement été fragilisée par la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie, elle-même amplifiée par la guerre en Ukraine. L'autosatisfaction n'est toutefois pas de mise, car la faim continue d'empirer partout en Afrique, en Asie de l'Ouest et dans les Caraïbes.

La cible «Faim zéro» des ODD est sans nul doute un gigantesque défi à relever d'ici à 2030. Les projections indiquent en effet que près de 600 millions de personnes souffriront encore de la faim à cette échéance. Dans un scénario sans pandémie de covid-19 ni guerre en Ukraine, ce chiffre serait inférieur de 119 millions – et de 23 millions environ dans un scénario où seule la guerre en Ukraine est écartée.

Malheureusement, la faim n'est pas notre unique préoccupation. En 2022, 2,4 milliards de personnes – parmi lesquelles relativement plus de femmes et de personnes vivant en zone rurale – n'avaient pas accès à une alimentation nutritive, sans danger pour la santé et en quantité suffisante toute l'année. Les effets tenaces de la pandémie sur le revenu disponible des personnes, le coût de plus en plus élevé d'une alimentation saine et la hausse globale de l'inflation laissent encore des milliards d'êtres humains sans accès à une alimentation saine et abordable. Des millions d'enfants de moins de 5 ans continuent de présenter un retard de croissance (148 millions), de souffrir d'émaciation (45 millions) ou d'être en surpoids (37 millions). Malgré les progrès accomplis en matière de réduction de la dénutrition infantile – retard de croissance et émaciation –, le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les cibles fixées dans ces domaines pour 2030, et aucune région n'est en passe de réaliser la cible définie avec la même échéance pour l'insuffisance pondérale à la naissance, laquelle est étroitement liée à la nutrition des femmes avant et pendant leur grossesse. Des progrès constants ne sont visibles que dans les taux d'allaitement maternel exclusif.

Ces chiffres et ces évolutions sont certes une grande déception pour nous, mais pour les enfants et les personnes concernés, ils renvoient à une réalité qui sous-tend toute leur existence, et qui renforce notre détermination à continuer de rechercher des solutions. Depuis 2017, année où des signes indiquant une progression de la faim ont commencé à apparaître, nos organisations ont analysé en profondeur, dans les différentes éditions de ce rapport, les principaux facteurs à l'origine de ces évolutions préoccupantes et ont formulé des recommandations fondées sur des données factuelles pour y remédier.

Nous avons souligné à plusieurs reprises que l'intensification et la conjonction des conflits, des phénomènes climatiques extrêmes et des ralentissements et fléchissements économiques, auxquels viennent se greffer le prix largement inabordable des aliments nutritifs et les inégalités qui se creusent, nous faisaient prendre du retard au regard des cibles de l'ODD 2. Nous devons rester déterminés à prendre des mesures audacieuses visant à renforcer la résilience face à ces épreuves, mais il nous faut également tenir compte d'autres mégatendances.

L'urbanisation est l'une de ces mégatendances, et le thème du rapport de cette année. D'après les projections, près de 7 personnes sur 10 vivront en ville en 2050; mais aujourd'hui, cette proportion est déjà de 56 pour cent environ. Pour comprendre la manière dont l'urbanisation

façonne les systèmes agroalimentaires, il nous faut l'étudier sous l'angle du continuum rural-urbain, et aborder tous les aspects, de la production alimentaire à l'achat des produits alimentaires et au comportement des consommateurs, en passant par la transformation, la distribution et la commercialisation. Avec l'accroissement de la population, les villes moyennes ou grandes et les localités rurales gagnent sur les zones rurales et se rapprochent des grandes métropoles. Dans ce monde de plus en plus urbanisé, nous ne pouvons plus mener notre lutte contre la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition en partant de l'hypothèse traditionnelle d'un fossé entre les zones rurales et les zones urbaines.

Sous l'effet de l'urbanisation mondiale, la demande et l'offre de produits alimentaires évoluent rapidement le long du continuum rural-urbain, et remettent en question notre mode de pensée habituel. Dans certains contextes, les achats importants de produits alimentaires ne sont plus seulement le fait de ménages urbains, mais sont aussi observés chez les ménages ruraux qui vivent loin d'un centre urbain. De plus, la consommation d'aliments hautement transformés augmente aussi dans les zones périurbaines et rurales dans certains pays, tandis que celle de légumes, de fruits, de matières grasses et d'huiles tend à s'homogénéiser le long du continuum rural-urbain. Ces évolutions majeures ont des incidences différentes sur la sécurité alimentaire et la nutrition des personnes selon l'endroit où ces dernières vivent sur ce continuum.

Pour surmonter les défis associés à l'urbanisation et exploiter les possibilités que celle-ci ouvre, nous devons fonder nos actions, nos interventions publiques et nos investissements sur une vision claire des liens réciproques entre le continuum rural-urbain et les systèmes agroalimentaires, ainsi que de la manière dont, dans ce contexte, l'urbanisation influe sur l'accès à une alimentation saine et abordable, et de ce fait sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Une approche stratégique qui s'affranchit des cloisonnements entre zones rurales et zones urbaines et des frontières administratives est nécessaire, et exigera des institutions et des mécanismes de gouvernance efficaces et bien coordonnés.

Le thème du présent rapport est en outre actuel et pertinent pour plusieurs autres raisons. Les recommandations en matière de politiques peuvent indiquer aux pays les programmes, investissements et mesures susceptibles d'apporter des solutions efficaces et innovantes pour atteindre les cibles de l'ODD 2 dans le contexte de l'urbanisation. Elles peuvent également aider à réaliser d'autres ODD, non seulement l'ODD 11 (Villes et communautés durables), mais aussi l'ODD 1 (Pas de pauvreté), l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être), l'ODD 10 (Inégalités réduites) et l'ODD 12 (Consommation et production responsables).

Les récents débats de l'Assemblée générale des Nations Unies ont souligné l'importance de l'ODD 11 (Villes et communautés durables), du fait de ses liens étroits avec d'autres questions interdépendantes majeures, notamment l'éradication de la pauvreté, l'action climatique, les migrations, la dégradation des terres, la prospérité économique et l'établissement des bases de sociétés pacifiques. Cela étant, les liens entre l'urbanisation et l'accessibilité économique d'une alimentation saine, et leurs incidences sur la sécurité alimentaire et la nutrition, n'ont pas été abordés dans le cadre de ces débats, et nous espérons que le présent rapport comblera cette importante lacune. Le thème de ce rapport concorde également avec le Nouveau Programme pour les villes, adopté en 2016 par l'Assemblée générale des Nations Unies, et offre un outil sans équivalent pour sensibiliser à l'amélioration de l'accès à une alimentation saine et abordable, condition essentielle à une urbanisation durable.

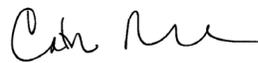
Pour terminer, nous espérons que ce rapport éclairera d'autres initiatives en cours, notamment celles des coalitions d'action formées après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires – en premier lieu la Coalition en faveur des systèmes alimentaires urbains, la Coalition pour l'action en faveur d'une alimentation saine pour tous, en particulier les enfants, grâce à des systèmes alimentaires durables, la Coalition pour les repas scolaires et la Coalition Faim zéro, ainsi que le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN) –, alors qu'approche la réunion mondiale de bilan, prévue du 24 au 26 juillet 2023, au cours de laquelle nous examinerons les progrès accomplis dans la mise en œuvre des résultats de ce processus. ■



Qu Dongyu
Directeur général de la FAO



Alvaro Lario
Président du FIDA



Catherine Russell
Directrice générale de l'UNICEF



Cindy Hensley McCain
Directrice exécutive du PAM



Tedros Adhanom Ghebreyesus
Directeur général de l'OMS

CHAPITRE 1

INTRODUCTION

Cette année, la nouvelle évaluation mondiale de la sécurité alimentaire et de la nutrition coïncide avec une période particulière de l'histoire. La pandémie de covid-19, la reprise économique qui a suivi, la guerre en Ukraine et la flambée des prix des denrées alimentaires, des intrants agricoles et de l'énergie se sont manifestées de diverses manières selon les régions, et ont eu des effets variables. Cependant, les nouvelles estimations indiquent que la faim a cessé d'augmenter à l'échelle mondiale, bien qu'elle se maintienne à un niveau bien supérieur à celui enregistré avant la pandémie, et nous éloigne fortement de la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 2.

Comme le soulignaient les précédentes éditions du rapport, l'intensification des principaux facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition – conflits, phénomènes climatiques extrêmes, ralentissements et fléchissements économiques et inégalités croissantes, qui surviennent souvent simultanément – bat en brèche les efforts que nous déployons pour réaliser les ODD. Ces menaces persisteront, cela ne fait aucun doute, et nous devons rester déterminés à renforcer la résilience face à ces épreuves. Cependant, il nous faut également tenir compte de certaines mégatendances importantes lors de la conception des politiques que nous choisissons de mener pour atteindre les cibles de l'ODD 2.

L'urbanisation est l'une de ces mégatendances, et le thème du rapport de

cette année. À mesure que le taux d'urbanisation progresse, les zones rurales et urbaines sont de plus en plus enchevêtrées, et leur délimitation spatiale s'estompe. L'évolution des agglomérations sur ce continuum rural-urbain entraîne des changements d'un bout à l'autre des systèmes agroalimentaires, ce qui s'accompagne de défis, mais offre également des possibilités au regard de l'objectif qui consiste à permettre à chacun d'accéder à une alimentation saine et abordable.

Le présent rapport s'ouvre sur un panorama actualisé de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, suivi d'un examen des moteurs, de la physionomie et de la dynamique de l'urbanisation sous l'angle du continuum rural-urbain. L'analyse porte sur la manière dont l'urbanisation fait évoluer l'offre et la demande de produits alimentaires le long de ce continuum. Elle est complétée par la comparaison, pour un certain nombre de pays, du coût et de l'accessibilité économique d'une alimentation saine ainsi que de l'insécurité alimentaire et des différentes formes de malnutrition le long du continuum rural-urbain.

Ces éléments servent ensuite à définir quels politiques, investissements et nouvelles technologies permettraient de relever les défis liés à l'urbanisation, et de tirer parti des possibilités qu'offre celle-ci, au regard de l'objectif qui consiste à permettre à chacun d'accéder à une alimentation saine et abordable, tout au long du continuum rural-urbain. ■

CHAPITRE 2 LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LE MONDE

2.1 INDICATEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE: DERNIÈRES DONNÉES EN DATE ET PROGRÈS ACCOMPLIS VERS L'ÉLIMINATION DE LA FAIM ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

MESSAGES CLÉS

→ La faim dans le monde – mesurée par la prévalence de la sous-alimentation (indicateur 2.1.1 des ODD) – est demeurée relativement stable entre 2021 et 2022, mais se maintient à un niveau bien supérieur à celui enregistré avant la pandémie de covid-19: elle touchait quelque 9,2 pour cent de la population mondiale en 2022, contre 7,9 pour cent en 2019.

→ Entre 691 millions et 783 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2022. Si l'on prend la moyenne (735 millions environ), cela représente près de 122 millions de personnes de plus qu'en 2019, avant la pandémie.

→ En Asie et en Amérique latine, des progrès ont été accomplis en matière de réduction de la faim, mais cette dernière a continué d'augmenter en Asie de l'Ouest, dans les Caraïbes et dans

toutes les sous-régions d'Afrique. La proportion de la population qui souffre de la faim est bien plus importante en Afrique que dans les autres régions du monde – près de 20 pour cent, contre 8,5 pour cent en Asie, 6,5 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes et 7,0 pour cent en Océanie.

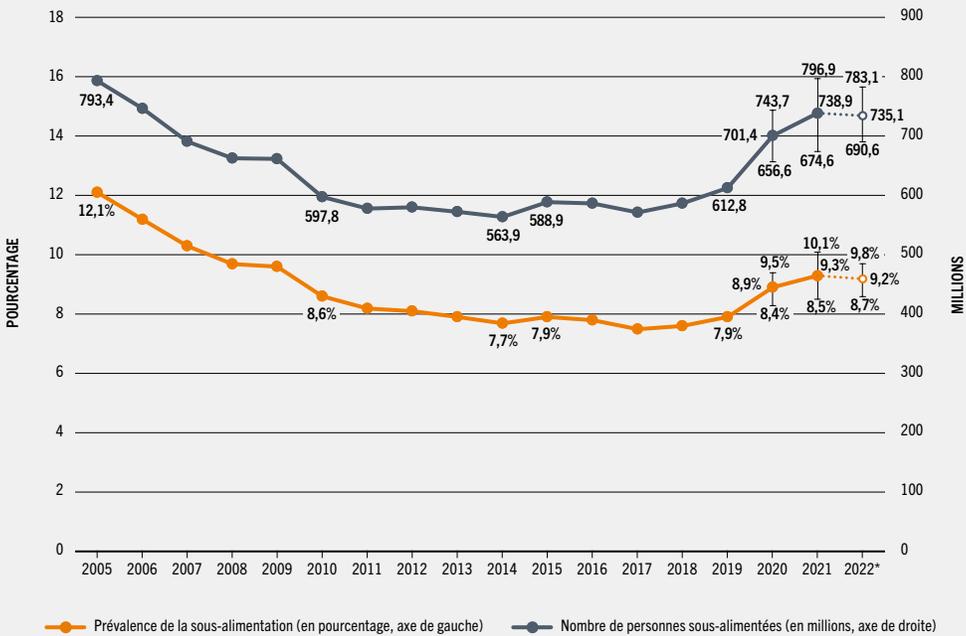
→ Les projections indiquent que près de 600 millions de personnes seront exposées à la faim en 2030. Dans un scénario sans pandémie ni guerre en Ukraine, ce chiffre serait inférieur de 119 millions – et de 23 millions environ dans un scénario où seule la guerre en Ukraine est écartée.

→ La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave à l'échelle mondiale (indicateur 2.1.2 des ODD) est demeurée stable pour la deuxième année consécutive, mais est restée bien supérieure au niveau enregistré avant la pandémie. Quelque 29,6 pour cent de la population mondiale – 2,4 milliards de personnes – étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2022, soit 391 millions de plus qu'en 2019.

→ À l'échelle mondiale, l'insécurité alimentaire touche de manière disproportionnée les femmes et les personnes qui vivent en milieu rural. En 2022, 33,3 pour cent des adultes étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave dans les zones rurales, contre 28,8 pour cent dans les zones périurbaines et 26,0 pour cent dans les zones urbaines. En outre, 27,8 pour cent des femmes étaient concernées, contre 25,4 pour cent des hommes.

L'évaluation mondiale de l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition en 2022 brosse le tableau d'un monde qui peine à se remettre de la pandémie planétaire et qui est maintenant aux prises avec les conséquences de la guerre en Ukraine, laquelle a ébranlé encore un peu plus les marchés des produits

FIGURE 1 LA FAIM DANS LE MONDE EST DEMEURÉE RELATIVEMENT STABLE ENTRE 2021 ET 2022, MAIS SE MAINTIENT À UN NIVEAU BIEN SUPÉRIEUR À CELUI ENREGISTRÉ AVANT LA PANDÉMIE DE COVID-19



NOTES: * Les projections fondées sur des prévisions immédiates pour 2022 sont indiquées par des traits en pointillés. Les barres correspondent aux limites inférieure et supérieure de la fourchette.

SOURCE: FAO. 2023. FAOSTAT: Données de la sécurité alimentaire. Dans: FAO. [Consulté le 12 juillet 2023]. www.fao.org/faostat/fr/#data/FS

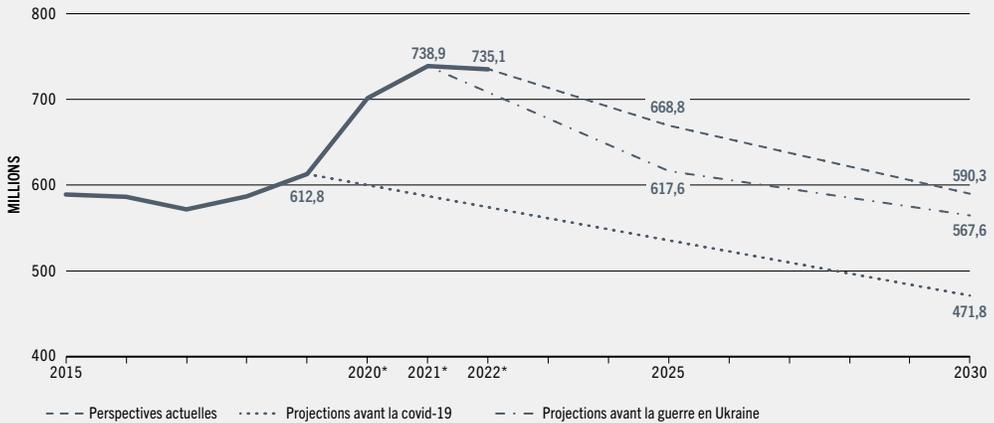
alimentaires et de l'énergie. La hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie est venue tempérer les signes encourageants de reprise économique au sortir de la pandémie et les projections indiquant un recul de la pauvreté et de la faim.

En 2022, la faim dans le monde – mesurée par la prévalence de la sous-alimentation (indicateur 2.1.1 des ODD) – s'est maintenue à un niveau bien supérieur à celui enregistré avant la pandémie de covid-19. La proportion de la population mondiale souffrant de faim chronique en 2022 était de 9,2 pour cent, contre 7,9 pour cent en 2019 (figure 1). Après

une hausse importante en 2020, en pleine pandémie mondiale, puis moins rapide en 2021, la prévalence de la sous-alimentation s'est établie à 9,3 pour cent, puis a cessé d'augmenter entre 2021 et 2022. On estime qu'entre 691 millions et 783 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2022. Si l'on prend la moyenne des projections (735 millions environ en 2022), cela représente près de 122 millions de personnes de plus qu'en 2019, avant la pandémie.

La reprise économique après la pandémie a contribué à endiguer la faim, du moins au

FIGURE 5 LE NOMBRE DE PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES SELON LES PROJECTIONS INDIQUE QUE LE MONDE EST LOIN D'ÊTRE SUR LA BONNE VOIE POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF «FAIM ZÉRO» D'ICI À 2030



NOTE: *Les valeurs pour 2020, 2021 et 2022 correspondent au milieu de la fourchette des projections.

SOURCE: Auteurs du présent document (FAO).

niveau mondial. Cependant, cet effet favorable aurait pu être encore plus important s'il n'avait pas été freiné par les répercussions mondiales de la guerre en Ukraine et la hausse des prix des produits alimentaires, des intrants agricoles et de l'énergie, conjuguées à d'autres facteurs d'insécurité alimentaire, tels que les conflits et les phénomènes météorologiques.

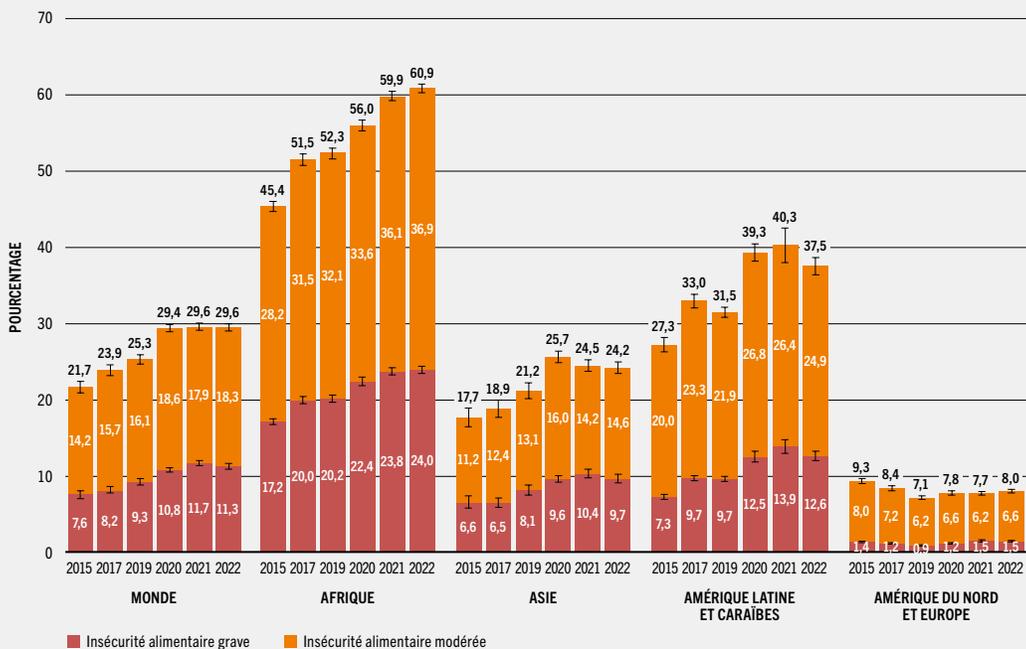
L'absence relative d'évolution de la faim au niveau mondial entre 2021 et 2022 masque des différences considérables au niveau régional. Dans la plupart des sous-régions d'Asie et d'Amérique latine, des progrès ont été accomplis en matière de réduction de la faim, mais cette dernière continue d'augmenter en Asie de l'Ouest, dans les Caraïbes et dans toutes les sous-régions d'Afrique. La proportion de la population qui souffre de la faim est bien plus importante en Afrique que dans les autres régions du monde

– près de 20 pour cent, contre 8,5 pour cent en Asie, 6,5 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes et 7,0 pour cent en Océanie.

Les projections actualisées indiquent que près de 600 millions de personnes seront en situation de sous-alimentation chronique en 2030, ce qui souligne l'immense défi que représente la cible des ODD visant l'éradication de la faim. Dans un scénario sans pandémie ni guerre en Ukraine, ce chiffre serait inférieur de 119 millions – et de 23 millions environ dans un scénario où seule la guerre en Ukraine est écartée (figure 5).

La cible 2.1 des ODD appelle la communauté internationale à ne pas se contenter d'éliminer la faim, et à donner accès à une nourriture sans danger pour la santé, nutritive et en quantité suffisante à tous, tout au long de l'année. L'indicateur 2.1.2 des ODD – Prévalence d'une insécurité alimentaire

FIGURE 6 L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE MODÉRÉE OU GRAVE EST DEMEURÉE STABLE AU NIVEAU MONDIAL ENTRE 2021 ET 2022, MAIS A EMPIRÉ EN AFRIQUE AINSI QU'EN AMÉRIQUE DU NORD ET EN EUROPE, ET A REÇULÉ EN ASIE AINSI QU'EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES



NOTE: Les chiffres ont été arrondis à la valeur décimale la plus proche, ce qui peut entraîner des différences dans les totaux.

SOURCE: FAO. 2023. FAOSTAT: Données de la sécurité alimentaire. Dans: FAO. [Consulté le 12 juillet 2023]. www.fao.org/faostat/fr/#data/FS

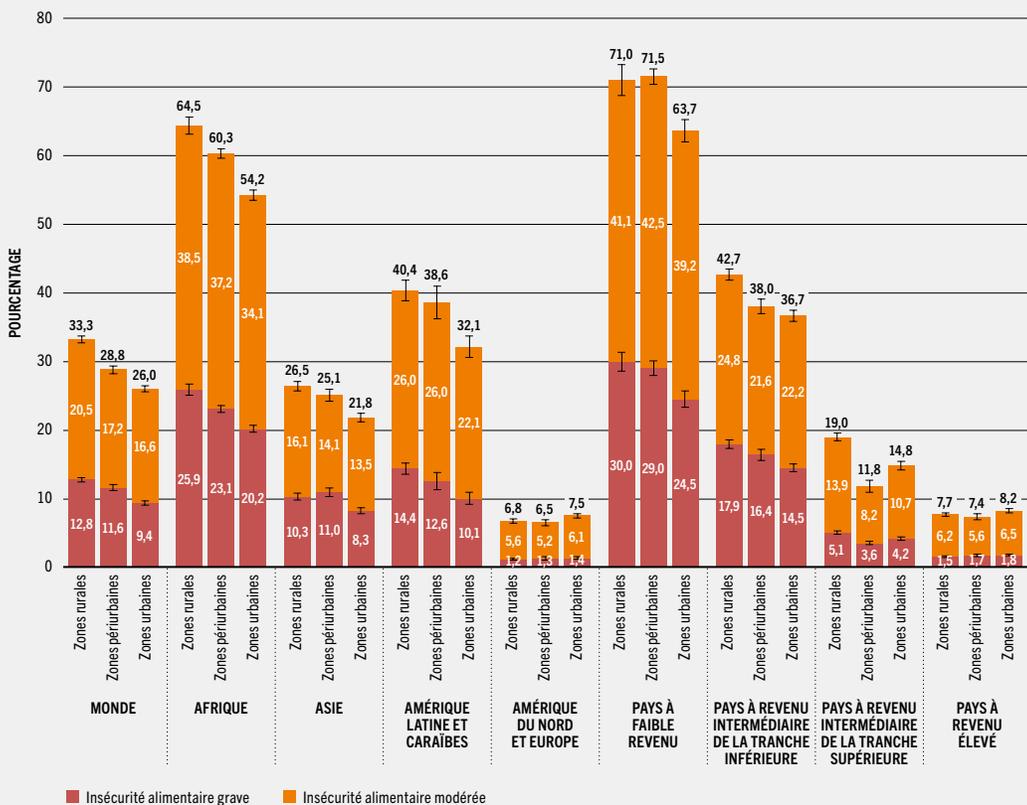
modérée ou grave dans la population, évaluée selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (échelle FIES) – est utilisé pour suivre les progrès accomplis au regard de cet objectif ambitieux.

Les nouvelles estimations de la prévalence de l'insécurité alimentaire selon l'échelle FIES confirment que l'insécurité alimentaire n'a pas reculé au niveau mondial en 2022. Après une forte augmentation entre 2019 et 2020, la prévalence mondiale de l'insécurité alimentaire modérée ou grave est demeurée stable pour la deuxième année consécutive, mais est restée bien supérieure au niveau

enregistré avant la pandémie (figure 6). On estime qu'en 2022, l'insécurité alimentaire modérée ou grave touchait 29,6 pour cent de la population mondiale, ce qui signifie que 2,4 milliards de personnes n'avaient pas accès à une nourriture adéquate. Cela représente près de 391 millions de personnes de plus qu'en 2019, avant la pandémie.

La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave a connu une légère hausse en Afrique, en Amérique du Nord et en Europe, et a baissé faiblement en Asie entre 2021 et 2022. L'Amérique latine et les Caraïbes, en particulier l'Amérique du Sud,

FIGURE 8 L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE, AUX DEUX NIVEAUX DE GRAVITÉ, EST PLUS ÉLEVÉE EN ZONE RURALE QU'EN ZONE URBAINE DANS TOUTES LES RÉGIONS, EXCEPTÉ L'AMÉRIQUE DU NORD ET L'EUROPE



SOURCE: FAO. 2023. FAOSTAT: Données de la sécurité alimentaire. Dans: FAO. [Consulté le 12 juillet 2023]. www.fao.org/faostat/fr/#data/FS

étaient la seule région ayant accompli des progrès encourageants, bien que la situation en matière de sécurité alimentaire se soit dégradée dans la sous-région Caraïbes.

La comparaison de l'insécurité alimentaire des populations rurales, périurbaines et urbaines aux niveaux mondial, régional et sous-régional, au moyen de la classification Degré d'urbanisation (DEGURBA) – une nouvelle norme internationale –, montre une

amélioration au niveau mondial lorsque le degré d'urbanisation augmente. En 2022, l'insécurité alimentaire modérée ou grave a touché 33,3 pour cent des adultes en milieu rural, contre 28,8 pour cent dans les zones périurbaines et 26,0 pour cent dans les zones urbaines (figure 8).

Les nouvelles données FIES révèlent en outre une persistance des inégalités entre les femmes et les hommes. La prévalence de

l'insécurité alimentaire est plus élevée chez les femmes que chez les hommes dans toutes les régions du monde, mais l'écart s'est considérablement réduit à l'échelle mondiale entre 2021 et 2022. En 2022, 27,8 pour cent des femmes étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, contre 25,4 pour cent des hommes, et la proportion de femmes touchées par une insécurité alimentaire grave était de 10,6 pour cent, contre 9,5 pour cent pour les hommes.

2.2 COÛT ET ACCESSIBILITÉ ÉCONOMIQUE D'UNE ALIMENTATION SAINÉ

MESSAGES CLÉS

→ Le coût d'une alimentation saine a augmenté de 4,3 pour cent à l'échelle mondiale entre 2020 et 2021, et de 6,7 pour cent par rapport au niveau enregistré avant la pandémie de covid-19, en 2019. Cette envolée a davantage touché les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure que les pays à revenu élevé.

→ En 2021, le coût moyen d'une alimentation saine dans le monde était de 3,66 USD en PPA (parité de pouvoir d'achat), par habitant et par jour. Il était plus élevé en Amérique latine et dans les Caraïbes (4,08 USD en PPA) qu'en Asie (3,90 USD en PPA), en Afrique (3,57 USD en PPA), en Amérique du Nord et en Europe (3,22 USD en PPA) et en Océanie (3,20 USD en PPA).

→ Plus de 3,1 milliards de personnes – soit 42 pour cent de la population mondiale – ne pouvaient pas, faute de moyens, s'alimenter sainement en 2021, ce qui représente une augmentation de 134 millions par rapport au chiffre enregistré en 2019, avant la pandémie.

→ L'Asie comptait le plus grand nombre de personnes n'ayant pas les moyens de s'alimenter sainement (1,9 milliard) en 2021, mais c'est en Afrique que la proportion de la population se trouvant dans cette situation était la plus élevée (78 pour cent), contre 44 pour cent en Asie, 23 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes, 3 pour cent en Océanie et 1 pour cent en Amérique du Nord et en Europe.

L'analyse révisée qui est présentée dans le rapport de cette année indique que près de 3,2 milliards de personnes dans le monde ne pouvaient pas, faute de moyens, s'alimenter sainement en 2020, et qu'une légère amélioration a été notée en 2021 (diminution de 52 millions de personnes). Le coût d'une alimentation saine a augmenté de 6,7 pour cent entre 2019 et 2021, et notamment de 4,3 pour cent sur l'année 2021. La hausse a été supérieure à 5 pour cent entre 2020 et 2021 en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi qu'en Océanie, mais marginale seulement en Amérique du Nord et en Europe (tableau 5).

Dans de nombreux pays, la hausse du coût d'une alimentation saine a coïncidé avec une baisse du revenu disponible du fait des effets persistants de la pandémie. Les confinements, les fléchissements économiques et autres perturbations liées à la pandémie en 2020 ont entraîné des pertes d'emploi et de revenus pour de nombreuses personnes, touchant principalement les ménages modestes, qui consacrent une part plus importante de leurs revenus à l'alimentation.

Une légère amélioration a été constatée en 2021, lorsque le nombre de personnes n'ayant pas les moyens de s'alimenter sainement a reculé de 52 millions par

TABEAU 5 MALGRÉ UNE LÉGÈRE AMÉLIORATION PAR RAPPORT À 2020, PLUS DE 3,1 MILLIARDS DE PERSONNES N'AVAIENT PAS LES MOYENS DE S'ALIMENTER SAINEMENT EN 2021

	Coût d'une alimentation saine (USD en PPA, par habitant et par jour)					Proportion de la population n'ayant pas les moyens de s'alimenter sagement (%)			Personnes n'ayant pas les moyens de s'alimenter sagement (millions)				
	2019	2020	2021	Variation 2019-2020 (%)	Variation 2020-2021 (%)	2019	2020	2021	2019	2020	2021	Variation 2019-2020 (en millions)	Variation 2020-2021 (en millions)
MONDE	3,43	3,51	3,66	2,3	4,3	41,2	43,3	42,2	3 005,5	3 191,9	3 139,5	186,4	-52,4
AFRIQUE	3,31	3,38	3,57	2,2	5,6	77,4	77,9	77,5	989,4	1 020,7	1 040,5	31,3	19,8
Afrique du Nord	3,60	3,57	3,47	-0,6	-2,8	54,7	54,0	51,7	131,3	131,9	128,5	0,6	-3,4
Afrique subsaharienne	3,28	3,36	3,58	2,6	6,6	82,6	83,3	83,4	858,1	888,8	912,1	30,7	23,3
Afrique australe	3,71	3,84	4,06	3,4	5,8	65,4	67,4	67,0	43,4	45,3	45,6	1,9	0,3
Afrique centrale	3,30	3,37	3,55	2,2	5,3	82,1	82,2	81,9	145,7	150,5	154,5	4,8	4,0
Afrique de l'Est	3,01	3,09	3,29	2,7	6,7	84,2	84,7	84,6	341,3	352,7	361,9	11,4	9,2
Afrique de l'Ouest	3,37	3,45	3,71	2,5	7,6	84,1	85,1	85,4	327,6	340,3	350,1	12,7	9,8
ASIE	3,57	3,70	3,90	3,7	5,2	43,2	46,4	44,2	1 877,4	2 031,4	1 949,9	154,0	-81,5
Asie centrale	2,91	3,10	3,32	6,7	7,2	21,3	24,6	24,4	7,3	8,6	8,7	1,3	0,1
Asie de l'Est	4,45	4,67	4,87	5,1	4,1	11,2	14,5	10,0	177,8	230,9	159,4	53,1	-71,5
Asie de l'Ouest	3,15	3,22	3,36	2,2	4,5	9,7	9,7	9,0	16,7	17,0	15,9	0,3	-1,1
Asie du Sud	3,66	3,82	4,08	4,2	6,9	70,2	73,8	72,2	1 340,6	1 425,9	1 408,5	85,3	-17,4
Asie du Sud-Est	3,86	3,99	4,19	3,6	4,8	52,3	54,0	54,9	335,1	349,0	357,4	13,9	8,4
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	3,78	3,88	4,08	2,7	5,3	20,8	20,9	22,7	120,0	121,9	133,4	1,9	11,5
Amérique latine	3,49	3,55	3,75	1,9	5,6	19,3	19,3	21,1	106,3	107,1	118,0	0,8	10,9
Amérique centrale	3,45	3,48	3,62	0,8	4,1	23,6	25,4	22,2	35,7	38,7	34,2	3,0	-4,5
Amérique du Sud	3,50	3,59	3,82	2,4	6,4	17,7	17,0	20,6	70,6	68,4	83,8	-2,2	15,4
Caraïbes	4,06	4,20	4,41	3,3	5,0	51,6	55,2	57,0	13,7	14,8	15,4	1,1	0,6
OCÉANIE	2,96	3,04	3,20	2,8	5,2	2,6	2,7	2,9	0,7	0,7	0,8	0,0	0,1
AMÉRIQUE DU NORD ET EUROPE	3,19	3,20	3,22	0,6	0,6	1,7	1,6	1,4	18,1	17,2	14,9	-0,9	-2,3
GROUPES DE PAYS PAR REVENU													
Pays à faible revenu	3,14	3,22	3,37	2,5	4,7	86,7	86,9	86,1	456,8	471,0	480,0	14,2	9,0
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	3,55	3,65	3,88	2,9	6,2	68,3	71,0	70,2	2 180,7	2 296,8	2 299,6	116,1	2,8
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	3,65	3,72	3,91	2,0	5,1	14,4	16,6	14,1	350,5	406,4	345,5	55,9	-60,9
Pays à revenu élevé	3,29	3,36	3,43	2,1	2,1	1,5	1,5	1,3	17,4	17,6	14,3	0,2	-3,3

NOTES: Le coût d'une alimentation saine est exprimé en USD en PPA, par habitant et par jour. La proportion de personnes n'ayant pas les moyens de s'alimenter sagement est une moyenne pondérée (en pourcentage) estimée à partir des données relatives à la population. La classification des pays par niveau de revenu établie par la Banque mondiale en 2022 a été utilisée pour définir les groupes de pays répartis selon le revenu. Le calcul de la variation annuelle (en pourcentage) du coût d'une alimentation saine est réalisé à partir de chiffres arrondis à trois décimales.

SOURCE: FAO. 2023. FAOSTAT: Coût et abordabilité d'une alimentation saine (CoAHD). Dans: FAO. [Consulté le 12 juillet 2023].

www.fao.org/faostat/en/#data/CAHD

rapport à 2020, mais le chiffre total reste supérieur de 134 millions à celui de 2019, avant la pandémie (tableau 5). La plupart de ces personnes vivaient en Asie du Sud, en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest.

2.3 SITUATION EN MATIÈRE DE NUTRITION: PROGRÈS ACCOMPLIS AU REGARD DES CIBLES MONDIALES

MESSAGES CLÉS

→ Les estimations à l'échelle mondiale indiquent qu'en 2022, sur l'ensemble des enfants de moins de 5 ans, 148,1 millions (22,3 pour cent) présentaient un retard de croissance, 45 millions (6,8 pour cent) étaient émaciés et 37 millions (5,6 pour cent) étaient en surpoids.

→ S'agissant du retard de croissance et de l'émaciation, la prévalence était respectivement 1,6 fois et 1,4 fois plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines. La prévalence de l'excès pondéral chez les enfants urbains (5,4 pour cent) n'était que légèrement supérieure à celle observée chez les enfants ruraux (3,5 pour cent).

→ On note une diminution constante du retard de croissance depuis 2012, mais le monde n'est toujours pas en bonne voie pour atteindre la cible de 13,5 pour cent fixée pour 2030 (réduction de 50 pour cent du nombre d'enfants présentant un retard de croissance par rapport à la valeur de référence). Malgré quelques progrès, la prévalence de l'émaciation à l'échelle mondiale est plus de deux fois supérieure à la cible fixée pour 2030, et la situation n'a pas évolué en ce qui concerne l'excès pondéral.

→ Des progrès constants ont été accomplis s'agissant de l'allaitement maternel exclusif: 47,7 pour cent des nourrissons de moins de 6 mois dans le monde étaient exclusivement nourris au sein en 2021, contre 37,0 pour cent en 2012. À l'échelle mondiale, la prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance a peu évolué sur les deux dernières décennies – 16,6 pour cent en 2000, contre 14,7 pour cent en 2020 –, et aucune région n'est en passe d'atteindre la cible fixée pour 2030 (réduction de 30 pour cent par rapport à la valeur de référence de 2012).

La nutrition est spécifiquement mentionnée dans l'ODD 2, mais elle est une condition essentielle à la réalisation des 17 ODD. Cette section présente une évaluation des progrès accomplis au regard des cibles mondiales relatives au retard de croissance, à l'émaciation et à l'excès pondéral chez les enfants de moins de 5 ans, à l'allaitement maternel exclusif et à l'insuffisance pondérale à la naissance. S'agissant de l'anémie chez les femmes âgées de 15 à 49 ans et de l'obésité chez l'adulte, il n'existait pas de données actualisées.

Le retard de croissance – taille insuffisante pour l'âge considéré – compromet le développement physique et cognitif de l'enfant. Un retard de croissance et d'autres formes de dénutrition au début de la vie peuvent en outre prédisposer l'enfant au surpoids et à des maladies non transmissibles par la suite. À l'échelle mondiale, la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans a reculé régulièrement, de 33,0 pour cent (204,2 millions) en 2000 à 22,3 pour cent (148,1 millions) en 2022 d'après les estimations (figure 12).

L'émaciation est une pathologie potentiellement mortelle chez l'enfant, due à des apports en nutriments insuffisants, une mauvaise absorption des nutriments et/ou des maladies fréquentes ou prolongées. Les enfants qui en sont atteints sont dangereusement maigres, ont un système immunitaire affaibli et sont exposés à un plus grand risque de mortalité. On note une diminution non significative de la prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans entre 2000 et 2022, de 8,7 pour cent à 6,8 pour cent. Les estimations indiquent une diminution du nombre d'enfants souffrant d'émaciation, de 54,1 millions en 2000 à 45,0 millions en 2022 (figure 12).

L'excès pondéral et l'obésité exposent la santé des enfants à des effets immédiats et potentiellement à long terme, notamment à un risque plus élevé de maladies non transmissibles plus tard dans la vie. L'excès pondéral chez l'enfant est en augmentation dans de nombreux pays, et la tendance s'accélère sous l'effet d'un manque d'activité physique de plus en plus marqué et d'un accès plus large aux produits alimentaires hautement transformés. À l'échelle mondiale, on enregistre une augmentation non significative de la prévalence de l'excès pondéral chez les enfants de moins de 5 ans, de 5,3 pour cent (33,0 millions) en 2000 à 5,6 pour cent (37,0 millions) en 2022 d'après les estimations (figure 12).

L'estimation la plus récente de l'insuffisance pondérale à la naissance révèle qu'en 2020, 14,7 pour cent des nouveau-nés (19,8 millions) sont venus au monde avec un faible poids (moins de 2 500 g), soit une baisse modeste par rapport aux 16,6 pour cent (22,1 millions) enregistrés en 2000 (figure 12). Les bébés qui pèsent moins de 2 500 g à la naissance ont

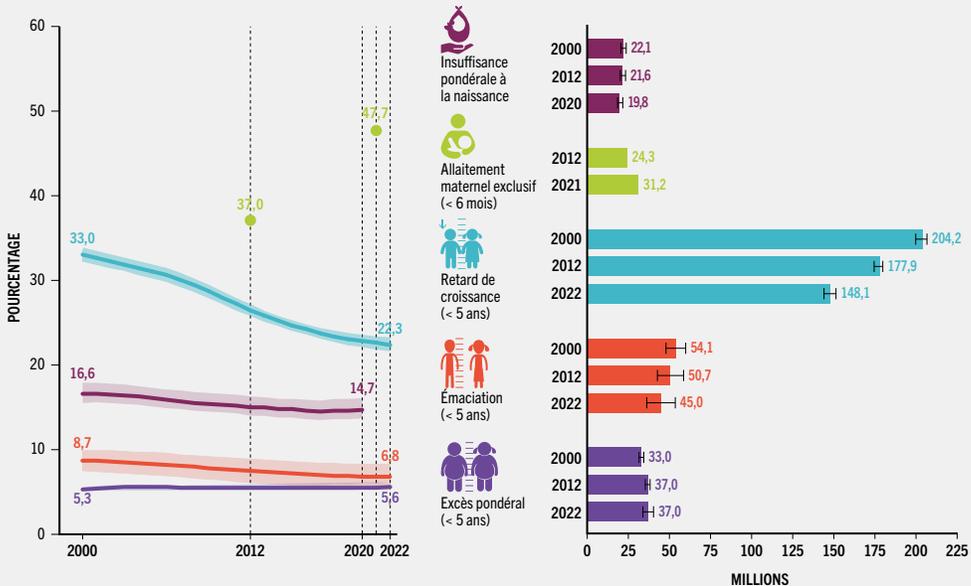
environ 20 fois plus de risques de mourir prématurément que ceux qui ont un poids correct, et ceux qui survivent voient leur développement et leur santé compromis sur le long terme.

Des pratiques d'allaitement optimales, notamment l'allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois de la vie, sont essentielles à la survie de l'enfant ainsi qu'à sa santé et à son développement cognitif. Au niveau mondial, le taux d'allaitement maternel exclusif des nourrissons de moins de 6 mois est passé de 37,0 pour cent (24,3 millions) en 2012 à 47,7 pour cent (31,2 millions) en 2021 (figure 12). Plus de la moitié des nourrissons de moins de 6 mois dans le monde n'ont donc pas bénéficié des bienfaits protecteurs de l'allaitement maternel exclusif.

Les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure sont les plus durement touchés par le retard de croissance, l'émaciation et l'insuffisance pondérale à la naissance, mais enregistrent également la plus grande proportion de nourrissons exclusivement allaités au sein. La majeure partie des enfants en surpoids vivent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ou supérieure. À l'échelle mondiale, la prévalence du retard de croissance et de l'émaciation est plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines, mais l'excès pondéral est plus courant en milieu urbain.

Les résultats de ces analyses permettent de cerner les groupes de population vulnérables, et apportent ainsi des éléments probants à l'appui de la prise de décision et d'interventions efficaces guidées par un ciblage et une conception

FIGURE 12 ON NOTE UNE AMÉLIORATION S'AGISSANT DU RETARD DE CROISSANCE CHEZ LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS ET DE L'ALLAITEMENT MATERNEL EXCLUSIF ET QUELQUES PROGRÈS POUR CE QUI EST DE L'ÉMACIATION, MAIS PAS D'ÉVOLUTION EN CE QUI CONCERNE L'INSUFFISANCE PONDÉRALE À LA NAISSANCE ET L'EXCÈS PONDÉRAL CHEZ LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS



NOTES: L'émaciation est une pathologie grave qui peut évoluer rapidement et à plusieurs reprises au cours d'une année. Les estimations communes de la malnutrition établies par la Banque mondiale, l'OMS et l'UNICEF (*UNICEF-WHO-World Bank: Joint child malnutrition estimates*) ne sont actuellement pas corrigées des variations saisonnières qui peuvent influencer sur les estimations de la prévalence de l'émaciation. Les estimations mondiales du nombre d'enfants souffrant d'émaciation reposent sur des données nationales relatives à la prévalence, qui font état des cas d'émaciation à un moment donné. De ce fait, les estimations communiquées ne correspondent pas au nombre cumulé de cas d'émaciation sur l'année.

SOURCES: Les données relatives au retard de croissance, à l'émaciation et au surpoids sur Banque mondiale, OMS et UNICEF. 2023. *UNICEF-WHO-World Bank: Joint child malnutrition estimates – Levels and trends (2023 edition)*. [Consulté le 24 avril 2023]. <https://data.unicef.org/resources/jme-report-2023>, www.who.int/teams/nutrition-and-food-safety/monitoring-nutritional-status-and-food-safety-and-events/joint-child-malnutrition-estimates, <https://datatopics.worldbank.org/child-malnutrition>; les données relatives à l'allaitement maternel exclusif sont basées sur UNICEF. 2022. *Infant and young child feeding*. Dans: *UNICEF*. [Consulté le 6 avril 2023]. <https://data.unicef.org/topic/nutrition/infant-and-young-child-feeding>; les données relatives à l'insuffisance pondérale à la naissance sont basées sur UNICEF et OMS. 2023. *UNICEF-WHO joint low birthweight estimates, 2023 edition*. [Consulté le 30 juin 2023]. <https://uni.cf/LBW2023>. Les estimations de charge par indicateur reposent sur différents dénominateurs, notamment les enfants de moins de 5 ans pour le retard de croissance, l'émaciation et l'excès pondéral, les enfants de moins de 6 mois pour l'allaitement maternel exclusif et les naissances vivantes pour l'insuffisance pondérale à la naissance. Les données démographiques sont basées sur Division de la population de l'Organisation des Nations Unies. 2022. *World Population Prospects 2022*. [Consulté le 27 avril 2023]. <https://population.un.org/wpp>

adéquats des politiques et des programmes. Une nutrition saine est une condition essentielle à la réalisation des objectifs de développement durable; elle

doit être au cœur des politiques publiques et appuyée par les principales parties prenantes, notamment la société civile et le secteur privé. ■

CHAPITRE 3 L'URBANISATION TRANSFORME LES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES ET INFLUE SUR L'ACCÈS À UNE ALIMENTATION SAINE ET ABORDABLE LE LONG DU CONTINUUM RURAL-URBAIN

MESSAGES CLÉS

→ L'urbanisation croissante est une mégatendance qui, conjuguée à l'évolution des revenus, de l'emploi et des modes de vie, entraîne des changements d'un bout à l'autre des systèmes agroalimentaires, sur l'ensemble du continuum rural-urbain – de la production alimentaire à l'achat de produits alimentaires et au comportement des consommateurs, en passant par la transformation et la distribution.

→ Ces changements engendrent des défis mais également des possibilités au regard de l'objectif qui consiste à permettre à chacun d'accéder à une alimentation saine et abordable. L'urbanisation s'accompagne souvent d'une diversification des régimes alimentaires –

notamment par la consommation de denrées qui peuvent contribuer à une alimentation saine – dans les zones urbaines mais également en milieu rural.

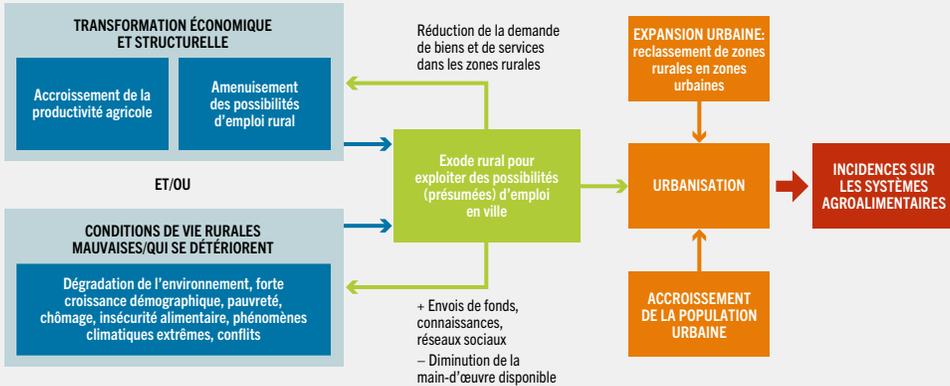
→ Cependant, dans presque toutes les régions du monde, les disponibilités en légumes et en fruits sont insuffisantes pour satisfaire les besoins quotidiens dans le cadre d'une alimentation saine, et l'urbanisation concourt à la propagation des aliments prêts à consommer et des plats cuisinés ou issus de la restauration rapide, qui sont de plus en plus abondants et aussi moins chers. Or, la plupart de ces aliments ont une densité énergétique élevée et sont riches en graisses, en sucres et/ou en sel.

→ La demande croissante de produits de grande valeur tels que les fruits et les légumes, ainsi que de produits transformés, y compris dans les zones rurales, s'est traduite par une évolution notable vers des chaînes de valeur alimentaires plus longues, plus structurées et plus complexes, qui offrent, notamment aux femmes et aux jeunes, des possibilités de générer des revenus plus importants avec des emplois non agricoles.

→ Du fait de l'interdépendance croissante entre zones urbaines et zones rurales, les producteurs ruraux accèdent souvent plus facilement aux intrants et services agricoles, ce qui leur permet d'améliorer leur productivité et d'augmenter leurs revenus. Cependant, les petits producteurs des zones périurbaines risquent de perdre leurs terres à cause de l'expansion des villes.

→ Des achats importants de produits alimentaires étant constatés tant dans les zones périurbaines que rurales, où vit près de la moitié de la population mondiale, les marchés de ces territoires constituent l'un des facteurs majeurs de la transformation des systèmes agroalimentaires.

FIGURE 16 MOTEURS DE L'URBANISATION



SOURCE: De Bruin, S., et Holleman, C. (à paraître). *Urbanization is transforming agrifood systems across the rural–urban continuum creating challenges and opportunities to access affordable healthy diets*. Document d'information établi pour servir de base au rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023*. FAO Agricultural Development Economics Technical Study. Rome, FAO.

→ Globalement, l'accès à une alimentation saine et abordable et la sécurité alimentaire sont davantage assurés dans les villes que dans les zones rurales, mais, compte tenu des disparités socioéconomiques au sein des zones urbaines et le long du continuum rural-urbain s'agissant de l'accessibilité économique des aliments et de la sécurité alimentaire, il est difficile de généraliser.

3.1 MOTEURS, PHYSIONOMIE ET DYNAMIQUE DE L'URBANISATION

L'urbanisation est le résultat de l'augmentation de la population urbaine, de l'expansion urbaine (reclassement de zones rurales en zones périurbaines ou urbaines) et de l'exode rural, tels que

conceptualisés à la **figure 16**. Ce processus, qui évolue rapidement, est fonction du contexte et le fruit de facteurs interdépendants.

De nombreux endroits de la planète se sont rapidement urbanisés, et la part de la population urbaine dans la population mondiale est ainsi passée de 30 pour cent en 1950 à 57 pour cent en 2021. Cette proportion devrait atteindre 68 pour cent à l'horizon 2050. Dans la plupart des régions, ce processus s'explique en grande partie par une transformation structurelle, qui entraîne une transformation économique – d'une économie nationale principalement agricole à une économie plus diversifiée –, et attire les populations rurales vers les zones urbaines.

L'urbanisation va souvent de pair avec une croissance économique et une transformation structurelle, mais certains pays et certaines régions échappent à la règle. Une urbanisation sans croissance économique peut être corrélée à de mauvaises conditions de vie rurales – pauvreté, pénurie d'emplois ou sous-emploi, manque d'infrastructures, accès insuffisant aux services et insécurité alimentaire.

Parmi les autres facteurs susceptibles de contribuer à l'urbanisation figurent le changement climatique et/ou la dégradation de l'environnement, qui peuvent influencer sur les mouvements migratoires des zones rurales vers les zones urbaines. Les effets du changement climatique et de l'appauvrissement de la biodiversité peuvent contraindre les populations dont les moyens d'existence dépendent des ressources naturelles à partir chercher du travail en ville. On observe en outre de plus en plus de déplacements forcés des zones rurales vers les zones urbaines, souvent en raison de catastrophes et/ou de conflits.

Avec l'expansion urbaine et l'amélioration des routes et des infrastructures de communication sur des portions toujours plus importantes des zones rurales, la distinction entre zones rurales et zones urbaines est de plus en plus floue. Une grande partie des nouveaux citadins vit en principe dans des zones périurbaines, ainsi que dans des villes moyennes et des petites villes interconnectées. Les zones rurales et les zones urbaines sont de moins en moins des espaces distincts en tant que tels, mais plutôt les deux extrémités d'un spectre qui sont reliées par de nombreuses liaisons sur un continuum rural-urbain.

Près de la moitié de la population mondiale (47 pour cent) vit dans des zones périurbaines (situées à moins de 1 heure d'une métropole ou d'une ville de grande, moyenne ou petite taille) ou dans des zones rurales (à 1 heure ou plus d'un centre urbain). Compte tenu de la connectivité croissante des zones périurbaines et des zones rurales, et du fait que des achats importants de produits alimentaires y sont constatés, les marchés de ces territoires sont clairement des facteurs majeurs de la transformation des systèmes agroalimentaires.

Le degré de connectivité entre les zones rurales et les zones urbaines est un déterminant des systèmes agroalimentaires, et donc de la disponibilité d'une alimentation saine et abordable et des moyens d'existence des producteurs primaires, transformateurs et marchands urbains ou ruraux. Selon l'endroit où la croissance urbaine a lieu – métropoles ou villes de grande, moyenne ou petite taille –, les effets sur l'accès des populations rurales aux services, aux marchés et aux intrants seront différents. Il est par conséquent essentiel de disposer d'un cadre qui couvre le continuum rural-urbain si l'on veut comprendre les liens entre l'urbanisation et l'évolution des systèmes agroalimentaires, et la manière dont ces changements jouent sur la disponibilité et l'accessibilité économique d'une alimentation saine, et de fait sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

3.2 L'URBANISATION A UNE INCIDENCE SUR LES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES, ET ENGENDRE DES DÉFIS ET DES POSSIBILITÉS AU REGARD DE L'OBJECTIF QUI CONSISTE À ASSURER L'ACCÈS À UNE ALIMENTATION Saine ET ABORDABLE

L'urbanisation, conjuguée à d'autres facteurs contextuels tels que l'augmentation des revenus, la croissance de l'emploi et l'évolution des modes de vie, entraîne des changements d'un bout à l'autre des systèmes agroalimentaires, sur l'ensemble du continuum rural-urbain (figure 20). La hausse de la demande alimentaire dans les zones urbaines va de pair avec l'augmentation de la quantité de vivres que doivent produire, transformer et distribuer les systèmes agroalimentaires, opérations qui, comme l'évolution des comportements des consommateurs, interviennent sur tout le continuum rural-urbain. Ces changements peuvent également entraîner des disparités sur ce continuum, et avoir à la fois des effets positifs et négatifs sur la disponibilité et l'accessibilité économique d'une alimentation saine et, par ricochet, sur les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

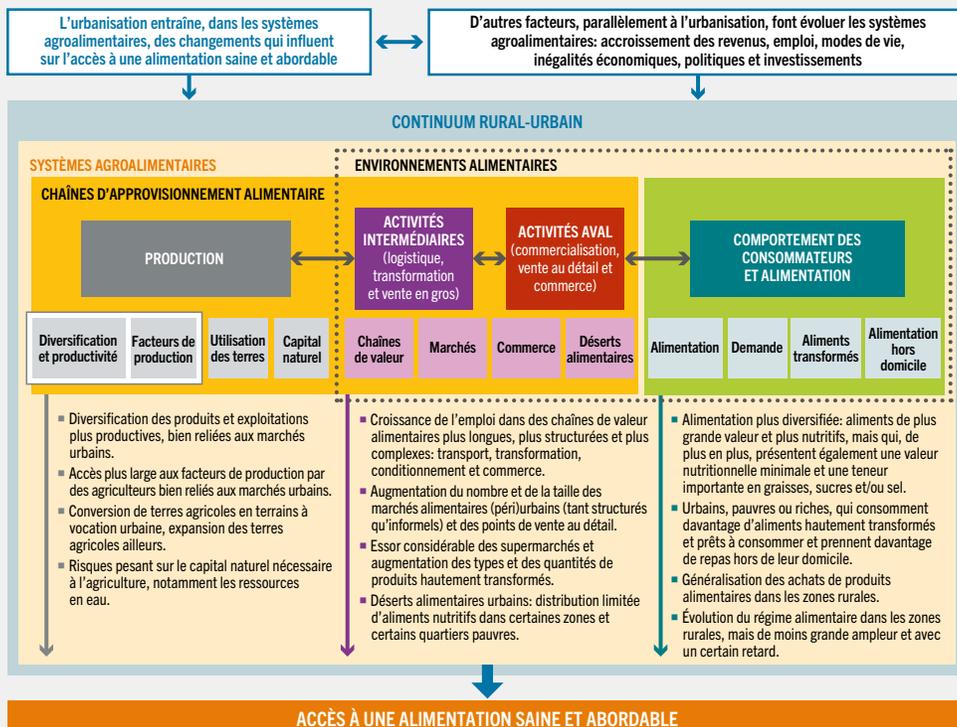
L'un des principaux mécanismes par lesquels l'urbanisation influe sur les systèmes agroalimentaires est l'évolution **des comportements des consommateurs et des**

régimes alimentaires. L'augmentation des revenus moyens, à laquelle s'ajoute l'évolution des modes de vie et de l'emploi, entraîne une transformation des régimes alimentaires qui se caractérise par des changements s'agissant des types et des quantités de vivres consommés – des céréales traditionnelles vers des produits laitiers, du poisson, de la viande, des légumes et des fruits. Les achats de produits alimentaires se développent dans les zones rurales, plus qu'on ne le pense communément. Les populations rurales remplacent de plus en plus les aliments produits par les ménages par des denrées achetées sur les marchés.

Cependant, l'urbanisation contribue également à la propagation et à la consommation de produits transformés et hautement transformés, lesquels sont de moins en moins chers et de plus en plus faciles à trouver et à commercialiser. L'évolution des modes de vie et des profils d'emploi – des femmes comme des hommes – ainsi que l'allongement de la durée des trajets domicile-travail font augmenter la demande d'aliments prêts à consommer et de plats cuisinés, et contribuent à l'essor de la restauration rapide. On note également une évolution des régimes alimentaires dans les zones rurales, mais avec un décalage par rapport aux zones urbaines et périurbaines et d'une moindre ampleur que dans ces zones.

L'urbanisation entraîne aussi des changements dans les **segments intermédiaires et les segments aval des chaînes d'approvisionnement alimentaire**, lesquelles s'allongent et deviennent plus structurées et plus complexes sous l'effet de l'augmentation de la demande et du

FIGURE 20 MÉCANISMES PAR LESQUELS L'URBANISATION INFLUE SUR LES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES ET SUR L'ACCÈS À UNE ALIMENTATION SAIN ET ABORDABLE



SOURCE: De Bruin, S., et Holleman, C. (à paraître). *Urbanization is transforming agrifood systems across the rural-urban continuum creating challenges and opportunities to access affordable healthy diets*. Document d'information établi pour servir de base au rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023*. FAO Agricultural Development Economics Technical Study. Rome, FAO.

renforcement de la réglementation des systèmes agroalimentaires. Point important, la croissance des activités sur les segments intermédiaires et les segments aval favorise la création de nombreux emplois non agricoles susceptibles d'offrir des revenus de subsistance stables, ce qui accroît l'accessibilité économique des aliments sains.

Les facteurs liés à l'offre, conjugués à une augmentation de la demande d'aliments facilement accessibles, ont contribué à une expansion importante des supermarchés et des hypermarchés, lesquels font appel aux technologies alimentaires modernes. Ces marchés peuvent accroître l'accès à des aliments nutritifs grâce à une réduction du gaspillage, une hygiène plus rigoureuse et

une diminution des effets de la saisonnalité, par exemple, mais ils s'accompagnent également d'une augmentation de l'offre d'aliments très caloriques et hautement transformés.

L'urbanisation, notamment parce qu'elle augmente la connectivité entre zones rurales et zones urbaines, influe également sur les systèmes agroalimentaires en transformant la **production agricole**. Elle va souvent de pair avec la diversification de l'alimentation, mais les disponibilités en légumes et en fruits, en particulier, sont insuffisantes pour satisfaire les besoins alimentaires journaliers dans presque toutes les régions du monde.

À mesure que les zones urbaines sont mieux connectées aux zones rurales, les producteurs ruraux peuvent également accéder plus facilement aux intrants et services agricoles, ce qui leur permet d'améliorer leur productivité, et généralement d'augmenter leurs revenus. Cela étant, l'expansion urbaine peut provoquer des changements d'affectation des terres. Dans certains pays, les

agriculteurs reçoivent une compensation importante lorsqu'ils vendent leurs terres; dans d'autres, au contraire, ils ne sont pas indemnisés lorsqu'ils en sont dépossédés, ce qui entraîne une perte de moyens d'existence et peut aussi causer des problèmes liés aux droits fonciers.

On observe que l'accès à une alimentation saine et abordable est généralement plus facile dans les zones urbaines et que les niveaux de sécurité alimentaire et de nutrition y sont plus élevés que dans les zones rurales du fait de la disponibilité accrue des produits alimentaires, du pouvoir d'achat plus important, et du meilleur accès aux soins de santé, à l'éducation et à d'autres services essentiels pour la santé et la nutrition. Cependant, cela n'est pas le cas partout, en raison des transformations qui ont lieu actuellement dans les systèmes agroalimentaires, des profondes inégalités qui existent au sein des populations urbaines, et de la connectivité spatiale et fonctionnelle de plus en plus forte entre les villes et leur zone d'influence rurale. ■

CHAPITRE 4

INTERACTIONS ENTRE L'OFFRE ET LA DEMANDE D'ALIMENTS, ET COÛT ET ACCESSIBILITÉ ÉCONOMIQUE D'UNE ALIMENTATION SAINTE LE LONG DU CONTINUUM RURAL-URBAIN

4.1

COMPRENDRE L'OFFRE ET LA DEMANDE D'ALIMENTS LE LONG DU CONTINUUM RURAL-URBAIN

MESSAGES CLÉS

→ De nouvelles données concernant 11 pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe montrent que, si les aliments achetés représentent une part importante de la consommation des ménages urbains (78-97 pour cent), comme l'on pourrait s'y attendre, cet indicateur est étonnamment élevé sur l'ensemble du continuum rural-urbain. C'est le cas même pour les ménages ruraux qui vivent à

1 ou 2 heures (56 pour cent) et à plus de 2 heures (52 pour cent) d'un centre urbain.

→ L'autoproduction n'est pas la principale source de nourriture dans les zones rurales des 11 pays africains considérés. En effet, elle ne représente en moyenne que 37 et 33 pour cent de la consommation alimentaire totale des ménages dans les pays à budget alimentaire élevé et ceux à budget alimentaire faible, respectivement, ce qui réfute l'idée selon laquelle les populations rurales africaines dépendent principalement de l'agriculture de subsistance.

→ Compte tenu du fait que les ménages ruraux des 11 pays ne produisent pas la majeure partie (en valeur) des produits alimentaires qu'ils consomment, la question de l'accessibilité économique d'une alimentation saine se pose avec la même acuité tout le long du continuum rural-urbain.

→ Déjà bien avancée dans les pays d'Asie et d'Amérique latine, la diffusion des aliments transformés, voire hautement transformés, progresse vite en Afrique également. Dans les 11 pays, les ménages ruraux consomment des aliments transformés, y compris des aliments hautement transformés, sur l'ensemble du continuum rural-urbain, même dans les zones rurales reculées.

→ Les aliments hautement transformés représentent une faible part des achats totaux et sont plus largement consommés dans les zones urbaines; cependant, les résultats montrent qu'ils gagnent du terrain dans les zones rurales, même dans celles situées à 1 heure ou plus d'une ville, quelle qu'en soit la taille.

→ Tandis que la part en valeur de la consommation d'aliments d'origine animale est fortement déterminée par le revenu le long du continuum rural-urbain, la part de la consommation de fruits et de légumes dépend davantage de l'accessibilité et de la disponibilité de ces produits.

Comme cela a été indiqué dans le **chapitre 3**, l'urbanisation, conjuguée à la hausse des revenus, à l'augmentation du coût d'opportunité du temps consacré au travail, à l'évolution des modes de vie et aux changements démographiques, entraîne des modifications de la demande alimentaire. Ces facteurs, auxquels s'ajoutent de nombreuses considérations liées à l'offre, notamment la fixation des prix, la commercialisation et la promotion des produits alimentaires, modifient à leur tour les systèmes agroalimentaires, engendrant ainsi une amplification des effets sur les aliments produits, distribués et consommés.

Fait notable, le développement rapide de l'urbanisation entraîne une augmentation et une modification de la demande alimentaire, ainsi que des changements dans les modes d'approvisionnement alimentaire, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, les deux régions qui affichent les taux d'urbanisation les plus élevés. D'après les estimations issues de projections des dépenses alimentaires globales, les dépenses alimentaires seront multipliées par 2,5 en Afrique subsaharienne et par 1,7 en Asie du Sud d'ici à 2050.

Cette section présente une analyse de la demande alimentaire – définie comme la consommation alimentaire des ménages (au prix du marché) – le long du continuum rural-urbain dans les pays sélectionnés, en utilisant le nouvel ensemble de données géospatiales sur les bassins urbains et ruraux (URCA). Par rapport à la classification DEGURBA utilisée dans le chapitre 2, qui est une méthode officielle de délimitation entre zones urbaines et zones rurales employée à des fins de comparaisons statistiques internationales et régionales, la

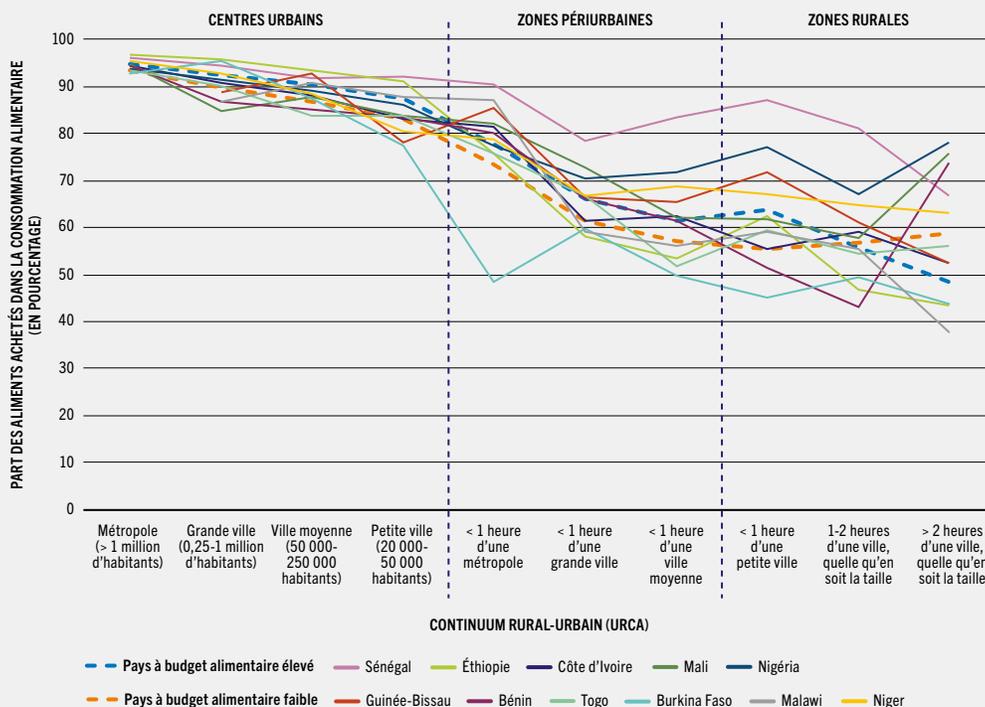
classification URCA permet d'examiner plus en détail les interactions entre l'offre et la demande d'aliments sur l'ensemble du continuum rural-urbain.

Le comportement des ménages en matière de consommation alimentaire a été évalué à l'aide de données géoréférencées issues d'enquêtes de mesure du niveau de vie représentatives à l'échelle nationale, portant sur la période 2018-2019 pour le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et le Togo, et sur la période 2019-2020 pour le Malawi. La disponibilité de données géoréférencées provenant d'enquêtes menées auprès des ménages a été un facteur déterminant dans le choix des pays retenus pour l'analyse. L'enquête de mesure du niveau de vie rend compte de la consommation alimentaire des ménages sur la base d'une période de rappel de sept jours.

Comme l'on peut s'attendre à ce que les régimes alimentaires se diversifient à mesure que les niveaux de consommation alimentaire, de revenu et d'emploi augmentent, les 11 pays ont été classés en deux groupes en fonction de leur budget alimentaire, c'est-à-dire de la valeur de marché de la consommation alimentaire totale par habitant et par jour: les pays à budget alimentaire élevé (2,3 USD en PPA par habitant et par jour en moyenne) et les pays à budget alimentaire faible (1,6 USD en PPA par habitant et par jour en moyenne).

Les nouvelles données empiriques issues de cette analyse battent en brèche les idées reçues et mettent en lumière des constantes importantes en matière de consommation alimentaire, notamment une convergence des régimes alimentaires tout le long du

FIGURE 24 SI LES ALIMENTS ACHETÉS REPRÉSENTENT UNE PART IMPORTANTE DE LA CONSOMMATION DES MÉNAGES URBAINS, COMME L'ON POURRAIT S'Y ATTENDRE, CET INDICATEUR EST ÉTONNANMENT ÉLEVÉ SUR L'ENSEMBLE DU CONTINUUM RURAL-URBAIN, MÊME PARMIS LES MÉNAGES RURAUX

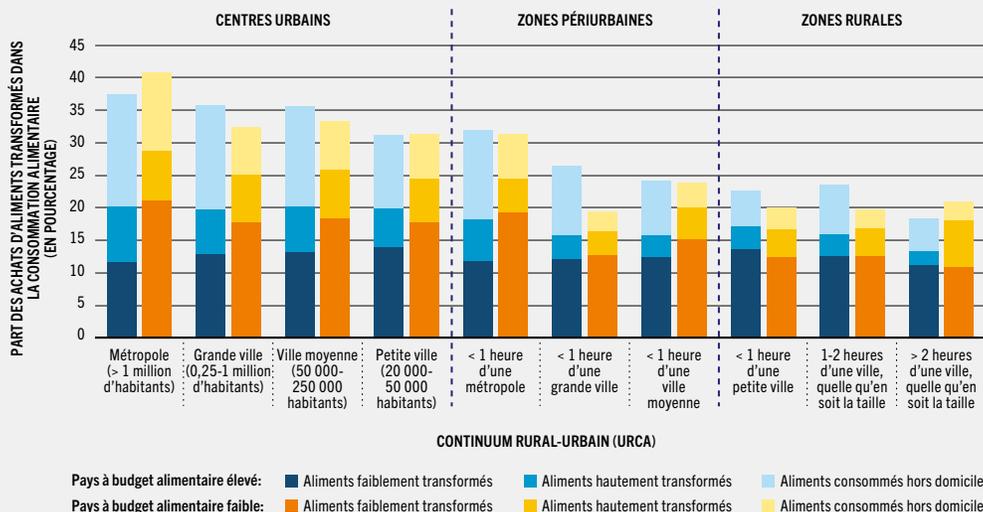


NOTES: Cette figure indique le pourcentage des achats d'aliments des ménages par rapport à la consommation alimentaire totale (à la valeur du marché) tout le long du continuum rural-urbain (URCA), par pays ainsi que dans les pays à budget alimentaire élevé et ceux à budget alimentaire faible. Bien que l'URCA soit une variable fondée sur des catégories, elle est conceptualisée comme un continuum spatial, d'où l'utilisation d'un graphique linéaire, qui facilite en outre la présentation des résultats. Toutes les enquêtes portent sur 2018-2019, sauf l'enquête au Malawi, qui porte sur 2019-2020. Vous trouverez les définitions complètes des variables à l'annexe 5 de la version intégrale du rapport. Le tableau 10 de la version intégrale du rapport contient une définition et une liste des pays à budget alimentaire élevé et des pays à budget alimentaire faible. SOURCE: Dolislager, M. J., Holleman, C., Liverpool-Tasie, L. S. O., et Reardon, T. (à paraître). *Evidence and analysis of food demand and supply across the rural-urban continuum in selected countries in Africa*. Document d'information établi pour servir de base au rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023*. FAO Agricultural Development Economics Technical Study. Rome, FAO.

continuum rural-urbain. Par exemple, dans les 11 pays, les achats d'aliments (destinés à être consommés à domicile ou hors domicile)

représentent la majeure partie de la consommation alimentaire totale en valeur (figure 24).

FIGURE 26A DANS LES 11 PAYS D'AFRIQUE CONSIDÉRÉS, LES MÉNAGES RURAUX CONSOMMENT DES ALIMENTS TRANSFORMÉS, Y COMPRIS DES ALIMENTS HAUTEMENT TRANSFORMÉS – MÊME CEUX QUI VIVENT À 1 HEURE OU PLUS D'UNE VILLE, QUELLE QU'EN SOIT LA TAILLE



NOTES: Cette figure indique le pourcentage des aliments (hautement et faiblement) transformés et des aliments consommés hors domicile dans la consommation alimentaire totale des ménages (à la valeur du marché) le long du continuum rural-urbain (URCA). Toutes les enquêtes portent sur 2018-2019, sauf l'enquête au Malawi, qui porte sur 2019-2020. La classification des aliments par niveau de transformation est adaptée du système de classification alimentaire NOVA. Vous trouverez les définitions complètes des variables à l'annexe 5 de la version intégrale du rapport. Le [tableau 10](#) de la version intégrale du rapport contient une définition et une liste des pays à budget alimentaire élevé et des pays à budget alimentaire faible.

SOURCE: Dolislager, M. J., Holleman, C., Liverpool-Tasie, L. S. O., et Reardon, T. (à paraître). *Evidence and analysis of food demand and supply across the rural–urban continuum in selected countries in Africa*. Document d'information établi pour servir de base au rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023*. FAO Agricultural Development Economics Technical Study. Rome, FAO.

Si la part des achats d'aliments dans les zones urbaines est importante (78-97 pour cent), comme l'on pourrait s'y attendre, elle est étonnamment élevée sur d'autres segments du continuum rural-urbain, y compris parmi les ménages ruraux qui vivent à 1 ou 2 heures d'une ville, petite ou moyenne (56 pour cent en moyenne), et ceux qui vivent à plus de 2 heures de tout centre urbain (52 pour cent en moyenne). L'observation selon laquelle,

dans la plupart des pays analysés, la «majeure partie» de la consommation alimentaire des ménages ruraux est composée d'aliments achetés contraste fortement avec la représentation traditionnelle du ménage rural vivant de l'agriculture de subsistance.

L'autoproduction ne devient jamais la principale source de nourriture, pas même

TABLEAU 11 DANS LES 11 PAYS D'AFRIQUE CONSIDÉRÉS, UNE TRANSITION ALIMENTAIRE À L'ÉCHELON DES MÉNAGES EST EN TRAIN DE S'OPÉRER LE LONG DU CONTINUUM RURAL-URBAIN, DANS LES PAYS À BUDGET ALIMENTAIRE ÉLEVÉ COMME DANS CEUX À BUDGET ALIMENTAIRE FAIBLE – CELA MÊME DANS LES ZONES RURALES, BIEN QUE LE PROCESSUS Y SOIT MOINS AVANCÉ ET MOINS MARQUÉ QUE DANS LES ZONES URBAINES ET PÉRIURBAINES

		Métropole (> 1 million d'habitants)	Grande ville (0,25-1 million d'habitants)	Ville moyenne (50 000-250 000 habitants)	Petite ville (20 000-50 000 habitants)	< 1 heure d'une métropole	< 1 heure d'une grande ville	< 1 heure d'une ville moyenne	< 1 heure d'une petite ville	1-2 heures d'une ville, quelle qu'en soit la taille	> 2 heures d'une ville, quelle qu'en soit la taille
		(%)									
Pays à budget alimentaire élevé	Aliments de base	26	32	31	34	34	41	44	45	41	47
	Légumineuses, graines et fruits à coque	5	6	6	7	7	8	8	6	8	10
	Aliments d'origine animale	22	17	17	17	18	13	12	16	14	10
	Légumes	12	12	12	11	11	11	10	9	11	10
	Fruits	3	2	3	3	3	2	2	1	2	1
	Graisses et huiles	5	6	6	7	6	6	6	5	5	5
	Sucreries, condiments et boissons	9	8	9	10	7	8	9	12	11	12
	Aliments consommés hors domicile	17	16	15	11	14	11	8	5	8	5
Pays à budget alimentaire faible	Aliments de base	25	31	30	34	33	43	40	44	43	44
	Légumineuses, graines et fruits à coque	3	4	4	5	6	8	8	8	8	6
	Aliments d'origine animale	25	23	22	20	19	15	16	15	15	14
	Légumes	14	14	14	13	14	14	13	11	13	12
	Fruits	4	3	4	3	4	2	3	3	3	2
	Graisses et huiles	5	5	5	5	5	4	5	4	4	5
	Sucreries, condiments et boissons	13	12	13	13	12	11	12	11	12	15
	Aliments consommés hors domicile	12	7	7	7	7	3	4	3	3	3

NOTES: Ce tableau indique la part en pourcentage de différents groupes d'aliments dans la consommation alimentaire totale des ménages (à la valeur du marché) tout le long du continuum rural-urbain (URCA), pour les pays à budget alimentaire élevé et les pays à budget alimentaire faible. Toutes les enquêtes portent sur 2018-2019, sauf l'enquête au Malawi, qui porte sur 2019-2020. Vous trouverez les définitions complètes des variables à l'annexe 5 de la version intégrale du rapport. Le [tableau 10](#) de la version intégrale du rapport contient une définition et une liste des pays à budget alimentaire élevé et des pays à budget alimentaire faible.

SOURCE: Dolislager, M. J., Holleman, C., Liverpool-Tasie, L. S. O., et Reardon, T. (à paraître). *Evidence and analysis of food demand and supply across the rural-urban continuum in selected countries in Africa*. Document d'information établi pour servir de base au rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023*. FAO Agricultural Development Economics Technical Study. Rome, FAO.

en milieu rural. Dans les zones rurales, elle ne représente en moyenne que 37 pour cent de la consommation totale dans les pays à budget alimentaire élevé et 33 pour cent dans les pays à budget alimentaire faible. Compte tenu du fait que les ménages ruraux des 11 pays considérés ne produisent pas la majeure partie (en valeur) des produits alimentaires qu'ils consomment, la question de l'accessibilité économique d'une alimentation saine se pose avec la même acuité tout le long du continuum rural-urbain.

Déjà bien avancée dans les pays d'Asie et d'Amérique latine, la diffusion des aliments transformés, voire hautement transformés, progresse vite en Afrique également. Dans les 11 pays, l'analyse montre clairement que l'achat d'aliments transformés est une constante sur l'ensemble du continuum rural-urbain (figure 26A). Même si les aliments hautement transformés ne représentent qu'une faible part des achats totaux et sont plus largement consommés en milieu urbain, les résultats montrent qu'ils gagnent du terrain dans les zones rurales, même dans celles situées à 1 heure ou plus d'une ville, quelle qu'en soit la taille. L'analyse économétrique indique que, dans les 11 pays, plus les revenus des ménages et plus le taux d'emploi non agricole sont élevés, plus la part de la consommation d'aliments hautement transformés en valeur l'est également.

Dans les 11 pays, l'analyse de la répartition de la consommation alimentaire des ménages en valeur entre différents groupes d'aliments montre qu'une transition alimentaire nette est en train de s'opérer le long du continuum rural-urbain (tableau 11),

laquelle se caractérise par une augmentation de la consommation d'aliments plus onéreux, tels que les aliments d'origine animale et les fruits. L'analyse économétrique indique que, le long du continuum rural-urbain, la part en valeur de la consommation d'aliments d'origine animale est fortement déterminée par le revenu, tandis que la part en valeur de la consommation de fruits et de légumes dépend davantage de l'accessibilité et de la disponibilité de ces produits.

4.2 COÛT ET ACCESSIBILITÉ ÉCONOMIQUE D'UNE ALIMENTATION SAINTE, ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION LE LONG DU CONTINUUM RURAL-URBAIN

MESSAGES CLÉS

- Dans les 11 pays africains analysés, le coût d'une alimentation saine est beaucoup plus élevé dans les zones urbaines que dans les zones périurbaines (1,2 fois plus élevé en moyenne), et va en décroissant à mesure que la taille des villes diminue et que l'on se rapproche des zones rurales.
- Le fait que les aliments d'origine animale coûtent plus cher que ceux des autres groupes tire à la hausse le coût d'une alimentation saine tout le long du continuum rural-urbain.
- Même si, dans les 11 pays, les aliments sains sont moins coûteux en zone périurbaine qu'en zone urbaine, ils n'y sont pas plus abordables pour autant car le niveau de revenu a une influence majeure. Le pourcentage de la population qui n'a pas les moyens de s'alimenter

sainement dans les zones périurbaines est plus élevé que dans les zones urbaines mais analogue à celui enregistré dans les zones rurales.

→ Dans les 11 pays, le coût d'une alimentation saine est supérieur au niveau moyen des dépenses alimentaires pour les ménages à revenu faible ou intermédiaire. Pour avoir une alimentation saine, les ménages à faible revenu vivant dans des zones périurbaines ou rurales devraient consacrer à la nourriture un budget plus de deux fois supérieur à son montant actuel.

→ Dans bon nombre des pays considérés, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave dans les zones urbaines et périurbaines ne diffère guère des valeurs observées dans les zones rurales, voire leur est légèrement supérieure dans quelques cas, ce qui signifie que l'insécurité alimentaire n'est pas un problème exclusivement rural dans la plupart de ces pays.

Dans les 11 pays, en moyenne, le coût d'une alimentation saine est beaucoup plus élevé dans les zones urbaines que dans les zones périurbaines (1,2 fois plus élevé en moyenne), et va en décroissant à mesure que la taille des villes diminue et que l'on se rapproche des zones rurales. Le fait que les aliments d'origine animale coûtent plus cher que ceux des autres groupes tire à la hausse le coût d'une alimentation saine tout le long du continuum rural-urbain, en particulier dans les zones urbaines et dans les zones rurales reculées.

Dans les 11 pays analysés, aussi bien les pays à budget alimentaire faible que ceux à budget alimentaire élevé, le coût d'une alimentation saine est supérieur au montant moyen des dépenses alimentaires pour les ménages à revenu faible ou intermédiaire. Les ménages à faible revenu

vivant dans des zones périurbaines ou rurales sont particulièrement défavorisés car, pour avoir une alimentation saine, il leur faudrait consacrer à la nourriture un budget plus de deux fois supérieur à son montant actuel.

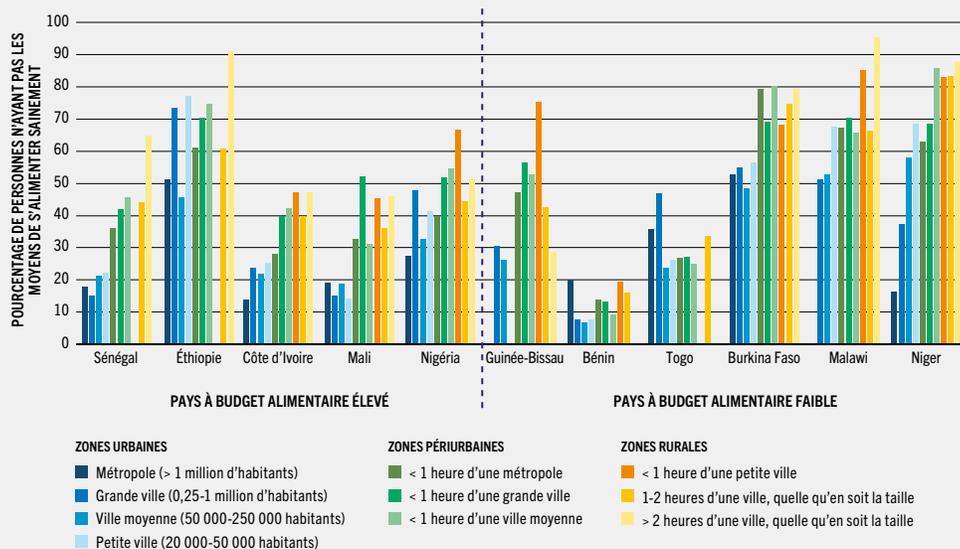
Bien que les aliments sains soient moins coûteux en zone périurbaine qu'en zone urbaine, ils n'y sont pas plus abordables pour autant. En moyenne, le pourcentage de la population qui ne peut pas s'offrir une alimentation saine dans les zones périurbaines est environ 1,5 fois plus élevé que dans les centres urbains et s'établit au même niveau que dans les zones rurales (figure 33).

Une analyse de l'insécurité alimentaire fondée sur l'échelle FIES a été effectuée pour 9 des 11 pays africains considérés. Il en ressort que, dans bon nombre de ces pays, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave dans les zones urbaines et périurbaines ne diffère guère des valeurs observées dans les zones rurales, voire leur est légèrement supérieure dans quelques cas, ce qui signifie que l'insécurité alimentaire n'est pas un problème exclusivement rural (figure 34B).

La prévalence de la malnutrition dans les 10 catégories URCA n'a été estimée que pour 3 des 11 pays, faute de données. Dans ces trois pays (Bénin, Nigéria et Sénégal), la prévalence des retards de croissance chez les enfants de moins de 5 ans augmente généralement à mesure que la taille des villes diminue et que l'on s'éloigne des centres urbains.

La prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans est inférieure à la prévalence des retards de croissance dans

FIGURE 33 DANS LES 11 PAYS D'AFRIQUE CONSIDÉRÉS, LE POURCENTAGE DE LA POPULATION QUI N'A PAS LES MOYENS DE S'ALIMENTER SAINEMENT DANS LES ZONES PÉRIURBAINES EST SUPÉRIEUR À LA VALEUR OBSERVÉE DANS LES ZONES URBAINES, ET SIMILAIRE À CELLE ENREGISTRÉE DANS LES ZONES RURALES



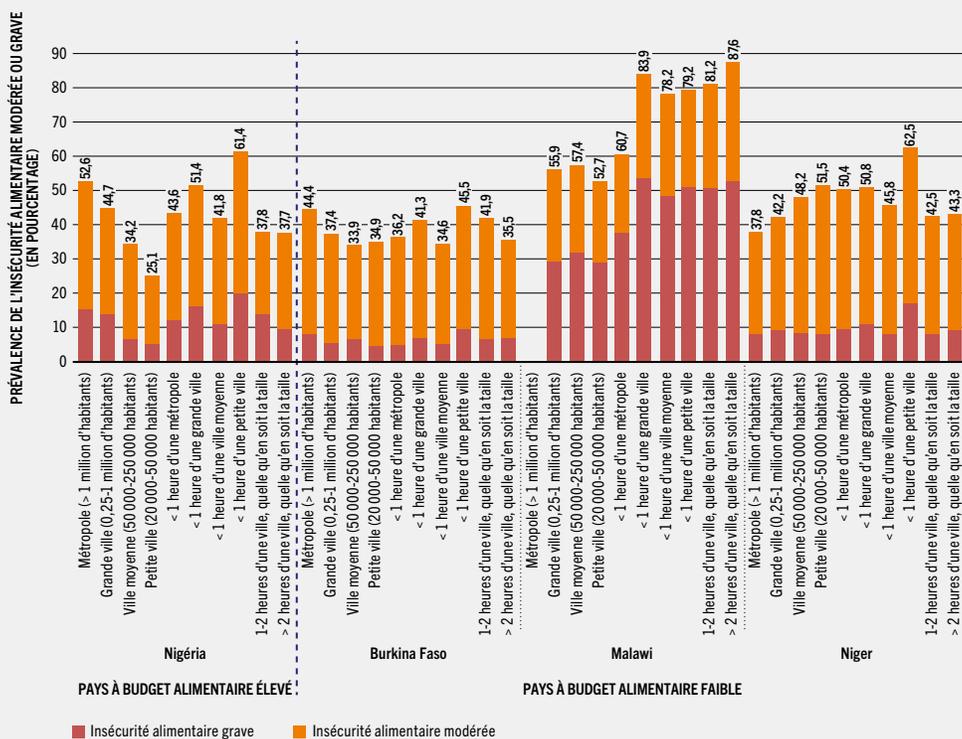
NOTES: Toutes les enquêtes portent sur 2018-2019, sauf l'enquête au Malawi, qui porte sur 2019-2020. Le [tableau 10](#) de la version intégrale du rapport contient une définition et une liste des pays à budget alimentaire élevé et des pays à budget alimentaire faible. La méthode utilisée pour calculer l'accessibilité économique d'une alimentation saine est présentée à l'[annexe 8](#) de la version intégrale du rapport.

SOURCE: Holleman, C., et Latino, L. (à paraître). *Variations in the subnational cost and affordability of a healthy diet – Evidence from sub-Saharan Africa*. Document d'information établi pour servir de base au rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023*. FAO Agricultural Development Economics Working Paper. Rome, FAO.

les trois pays et ne suit pas une tendance aussi linéaire le long du continuum rural-urbain. Néanmoins, certains signes pointent un taux d'émaciation plus élevé dans certaines zones périurbaines et rurales au Nigéria et au Sénégal. De même, la prévalence de l'excès pondéral chez les

enfants est faible dans tous les pays et ne suit pas de tendance nette le long du continuum rural-urbain. Il convient toutefois de noter que le surpoids semble moins répandu dans les zones périurbaines et plus courant dans certaines zones rurales que dans les zones urbaines. ■

FIGURE 34B DANS BON NOMBRE DES NEUF PAYS D'AFRIQUE ANALYSÉS, LE NIVEAU D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES ZONES URBAINES ET PÉRIURBAINES NE DIFFÈRE GUÈRE DES VALEURS OBSERVÉES DANS LES ZONES RURALES, VOIRE LEUR EST LÉGÈREMENT SUPÉRIEUR DANS QUELQUES CAS, CE QUI SIGNIFIE QUE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE N'EST PAS UN PROBLÈME EXCLUSIVEMENT RURAL DANS LA PLUPART DES PAYS CONSIDÉRÉS



NOTES: Toutes les enquêtes portent sur 2018-2019, sauf l'enquête au Malawi, qui porte sur 2019-2020. Le [tableau 10](#) de la version intégrale du rapport contient une définition et une liste des pays à budget alimentaire élevé et des pays à budget alimentaire faible.

SOURCE: Auteurs du présent document (FAO).

CHAPITRE 5 POLITIQUES ET SOLUTIONS PERMETTANT DE FAIRE DE LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES UN LEVIER POUR UNE ALIMENTATION SAINE LE LONG DU CONTINUUM RURAL-URBAIN

MESSAGES CLÉS

→ Les mesures, les politiques, les nouvelles technologies et, par conséquent, les investissements qui sont nécessaires pour relever les défis et exploiter les possibilités qu'engendre l'urbanisation sont subordonnés à une bonne compréhension des interactions qui s'opèrent entre les systèmes agroalimentaires et le continuum rural-urbain.

→ Sur le plan des politiques, il convient d'adopter une approche qui mette à profit la connectivité progressive entre les zones urbaines, périurbaines et rurales au moyen d'investissements dans les infrastructures, les biens publics et le renforcement des capacités.

→ Compte tenu de la convergence graduelle des habitudes alimentaires le long du continuum rural-urbain, caractérisée notamment par la consommation d'aliments hautement transformés, des politiques et une législation sont nécessaires pour promouvoir des environnements alimentaires sains et donner aux consommateurs les moyens de choisir des aliments nutritifs.

→ Dans les villes, grandes, moyennes ou petites, et les zones périurbaines et rurales qui les entourent, les activités intermédiaires au sein des systèmes agroalimentaires peuvent apporter une contribution essentielle au développement économique, en réduisant le coût des aliments nutritifs et en créant de nouvelles sources de revenus.

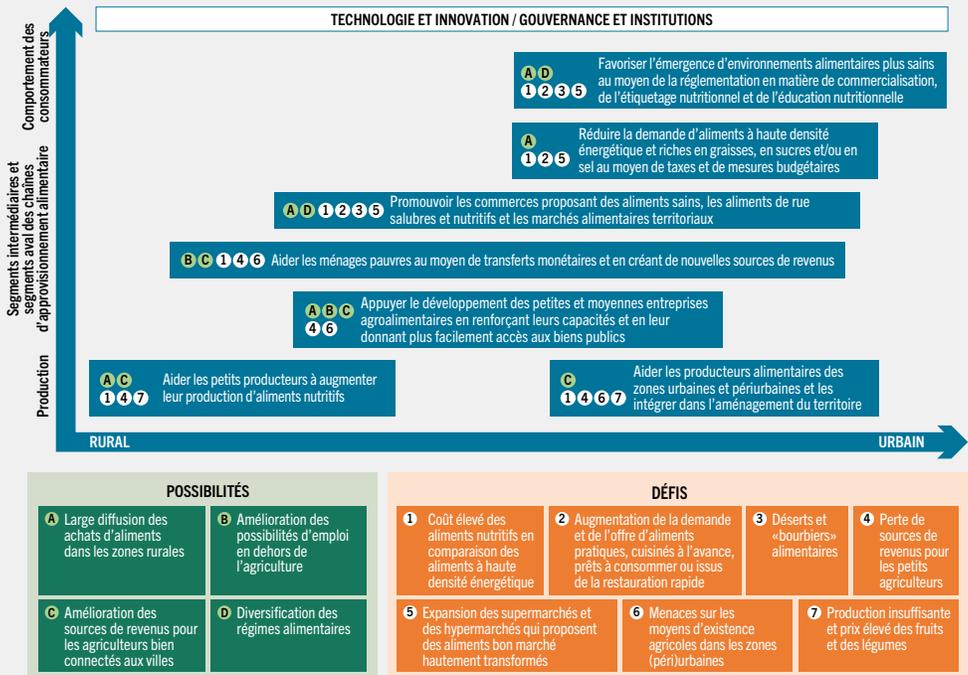
→ Il est essentiel d'envisager la situation sous l'angle du continuum rural-urbain pour déterminer quel soutien est le plus nécessaire et où, et pouvoir ainsi remédier aux insuffisances en matière de disponibilité et d'accessibilité des aliments nutritifs, en particulier les fruits et les légumes, à l'échelle mondiale.

→ Il convient d'accroître les investissements publics dans la recherche et le développement pour mettre au point des technologies et des innovations favorisant la création d'environnements alimentaires plus sains et l'amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité économique des aliments nutritifs.

→ Pour renforcer la connectivité et les liens tout le long du continuum rural-urbain, il est nécessaire de doter les systèmes agroalimentaires de mécanismes de gouvernance et d'institutions qui transcendent les frontières sectorielles et administratives.

Le renforcement des liens au sein du continuum rural-urbain, conjugué à l'intensification des interactions entre les composantes des systèmes

FIGURE 37 LES DÉFIS ET LES POSSIBILITÉS ENGENDRÉS PAR L'URBANISATION DU POINT DE VUE DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES ET LA FAÇON DONT LES POLITIQUES PEUVENT Y RÉPONDRE LE LONG DU CONTINUUM RURAL-URBAIN



NOTES: Dans les cadres bleus sont recensées les politiques qui peuvent aider à faire de la transformation des systèmes agroalimentaires un levier pour une alimentation saine le long du continuum rural-urbain et au sein des systèmes agroalimentaires (objet du chapitre 5 dans la version intégrale du rapport). Dans les cadres verts et les cadres orange figurent respectivement les possibilités et les défis associés à l'accessibilité économique des régimes alimentaires sains, tels qu'identifiés dans le chapitre 3 de la version intégrale du rapport. La pertinence de chaque politique au regard des possibilités à exploiter et des défis à relever est indiquée au moyen de lettres et de chiffres, respectivement. SOURCE: Auteurs du présent document (FAO).

agroalimentaires, engendre un certain nombre de possibilités et de défis pour ce qui est de la disponibilité et de l'accessibilité économique des aliments sains. Ces interactions offrent également aux politiques et aux programmes un certain nombre de points d'entrée pour orienter la transformation des systèmes agroalimentaires vers une meilleure accessibilité économique des aliments sains (figure 37).

5.1 POLITIQUES ET INVESTISSEMENTS POUVANT FAVORISER DES RÉGIMES ALIMENTAIRES SAINS LE LONG DU CONTINUUM RURAL-URBAIN

Le soutien aux points de vente proposant des aliments plus sains sera essentiel pour faciliter l'accès à une alimentation saine,

cette mesure ayant fait la preuve de son effet positif sur la qualité de l'alimentation. Des mesures d'incitation sont nécessaires pour encourager les commerces à stocker et vendre de plus grandes quantités d'aliments frais et aussi peu transformés que possible, par exemple en améliorant leurs installations d'entreposage frigorifique. Par ailleurs, il est possible d'accroître le nombre de points de vente proposant des aliments plus sains dans certaines zones du continuum rural-urbain au moyen d'instruments tels que la planification de l'utilisation des terres et les réglementations en matière de zonage, l'octroi de crédits d'impôt ou d'exonérations fiscales, et les accords de licence.

D'après les estimations, 2,5 milliards de personnes dans les zones urbaines et périurbaines de la planète consomment chaque jour des aliments vendus sur la voie publique, qui sont particulièrement commodes pour les travailleurs à faible revenu et les ménages qui ne disposent pas des ressources, du matériel ni du temps nécessaires pour cuisiner à la maison. Cependant, ces denrées ne contribuent pas toujours à une alimentation saine. Il convient de remédier à un certain nombre de lacunes d'ordres infrastructurel et réglementaire pour améliorer la qualité nutritionnelle et la sécurité sanitaire des aliments vendus sur la voie publique. Il faut notamment assurer un approvisionnement en eau de qualité acceptable pour la préparation de ces aliments, prévoir des zones propres pour la préparation et la consommation, et des installations sanitaires pour les employés, former les vendeurs de rue et éduquer les consommateurs.

Étant donné qu'un quart de la population mondiale vit dans des zones periurbaines

(autour des villes, grandes, moyennes ou petites), les investissements dans ces agglomérations sont plus susceptibles de promouvoir des régimes alimentaires sains – pour les populations qui y vivent – que les avantages découlant de la croissance des métropoles. Si l'on parvient à résoudre certains des problèmes auxquels sont confrontées les villes, grandes, moyennes ou petites, les systèmes agroalimentaires pourront devenir les moteurs d'un développement rural inclusif et créer des possibilités de développement pour les petites et moyennes entreprises (PME).

La présence d'aliments transformés dans l'alimentation des ménages sur l'ensemble du continuum rural-urbain constitue un moteur pour l'expansion des services fournis par les PME. Le renforcement de l'efficacité et de l'expansion de ces entreprises pourrait également contribuer à une augmentation de la production d'aliments nutritifs et à une réduction parallèle du coût des aliments pour les consommateurs.

Il est essentiel de développer les infrastructures rurales, notamment de construire des routes rurales et de desserte de qualité qui permettent de relier les exploitations et les entreprises isolées aux réseaux routiers principaux, pour exploiter le potentiel productif des villes, grandes, moyennes ou petites, et de leurs zones d'influence. D'autres investissements publics peuvent être utiles pour renforcer les liens entre les exploitations (essentiellement de petite taille) et les PME, notamment des investissements dans le stockage, l'entreposage frigorifique, l'électrification fiable, l'accès aux outils numériques et l'approvisionnement en eau.

Enfin, étant donné que, dans la plupart des régions du monde, les disponibilités en fruits et en légumes par habitant et par jour ne sont pas suffisantes pour répondre aux exigences d'une alimentation saine, il importe d'accroître la production d'aliments nutritifs et, de façon plus générale, d'encourager la diversification de la production alimentaire.

5.2 LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION, LEVIERS ESSENTIELS DE LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES DANS LE CONTEXTE DE L'URBANISATION

Dans un monde de plus en plus urbanisé, le déploiement stratégique des technologies et des innovations peut être un catalyseur crucial pour la transformation des systèmes agroalimentaires. Les besoins et les capacités des pays sont divers et, bien qu'il existe une multitude de technologies et d'innovations disponibles, aucune technologie ou innovation «miracle» ne saurait répondre à tous les besoins qui existent dans l'ensemble des contextes du continuum rural-urbain.

La question de savoir si ces technologies et innovations sont totalement inclusives dépend non seulement de leur adoption et de leur impact mais aussi des orientations de la recherche-développement. Entre 1981 et 2016, l'investissement public mondial dans la recherche-développement agricole a doublé, les grands pays à revenu intermédiaire enregistrant des augmentations

particulièrement importantes. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure de plus petite taille, en revanche, ces investissements demeurent insuffisants en comparaison d'autres composantes du soutien apporté aux services d'intérêt général, telles que les investissements en infrastructures.

Dans les environnements en voie d'urbanisation où les consommateurs sont de plus en plus exposés aux aliments hautement transformés, diverses solutions technologiques et innovantes en matière d'environnement alimentaire peuvent aider à réduire la consommation de ces denrées. Les sciences comportementales, par exemple, représentent une innovation essentielle qui permet aux gouvernements, aux scientifiques et au grand public de collaborer à l'élaboration d'approches fondées sur des données factuelles pouvant améliorer l'accès à une alimentation saine et abordable, et donner aux consommateurs les moyens de choisir une alimentation saine.

Comme cela a déjà été indiqué, l'urbanisation s'accompagne d'une augmentation de la demande d'aliments emballés et de plats cuisinés. Les innovations dans le domaine de l'emballage alimentaire permettent de préserver la qualité, la sécurité sanitaire et la valeur nutritionnelle des produits alimentaires, de répondre aux besoins et aux préférences des consommateurs, de limiter les pertes et le gaspillage de nourriture et de réduire le coût des aliments nutritifs, en particulier sur les longues chaînes de distribution.

En dernier lieu, de nombreuses technologies et innovations peuvent être mises à profit pour améliorer la productivité dans les zones rurales, urbaines et périurbaines, ainsi que pour combler le déficit de productivité des

pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, en particulier dans le contexte de la crise climatique et de l'épuisement des ressources naturelles. L'agriculture verticale, par exemple, ne requiert qu'une petite parcelle et peut être pratiquée en intérieur, ce qui permet de cultiver des denrées alimentaires sur des sites urbains ou industriels et de raccourcir les chaînes d'approvisionnement.

5.3 MÉCANISMES DE PLANIFICATION ET DE GOUVERNANCE INTÉGRÉS LE LONG DU CONTINUUM RURAL-URBAIN

Les politiques, les technologies et les innovations porteuses de transformation doivent s'accompagner de mécanismes de gouvernance adéquats qui, tout en faisant intervenir de multiples acteurs, abordent de manière cohérente les défis et les possibilités apparus dans les systèmes agroalimentaires sous l'effet de l'urbanisation.

Compte tenu de la nature multisectorielle de ces défis et possibilités tout le long du continuum rural-urbain, les autorités publiques infranationales ont un rôle important à jouer dans la formulation et la mise en œuvre de politiques cohérentes qui aillent au-delà des systèmes agroalimentaires et transcendent les frontières administratives classiques. Ces autorités, en contact étroit avec les parties prenantes locales, peuvent faire en sorte que les politiques soient adaptées au contexte local en valorisant les avantages et en remédiant aux facteurs de blocage.

Un point de départ important, pour tenter de rationaliser la gouvernance le long du continuum rural-urbain, sera d'établir des accords locaux entre de multiples zones administratives et plusieurs plateformes et réseaux multipartites. Parmi ces mécanismes, les conseils de politique alimentaire font office d'organes consultatifs auprès des autorités locales ou infranationales, appuient la conception et la mise en œuvre des politiques, encouragent la mobilisation des parties prenantes et facilitent le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre, de l'efficacité, de l'efficience et de l'impact de ces politiques.

La conception et la mise en œuvre de politiques, d'investissements et de textes législatifs axés sur les systèmes agroalimentaires à l'échelon local et destinés à apporter des réponses aux défis et aux possibilités multiples qui se font jour au sein des systèmes agroalimentaires doivent être guidées par une approche décloisonnée et jeter des passerelles entre les différents domaines de l'action publique, de façon à produire des changements systémiques.

La cohérence des politiques aux niveaux national et infranational reste un défi majeur à relever aux fins de la mise en place d'un environnement favorable. Par conséquent, ces politiques et ces investissements exigeront l'établissement d'une gouvernance efficace à plusieurs niveaux pour l'ensemble des politiques nationales et régionales relatives aux systèmes agroalimentaires. La création de réseaux nationaux associant différents niveaux de gouvernement apparaît comme un point de départ important pour instituer ce type de mécanisme de gouvernance à plusieurs niveaux. ■

CHAPITRE 6

CONCLUSION

Bien que la faim ne se soit pas aggravée à l'échelle mondiale entre 2021 et 2022, elle gagne du terrain dans de nombreux endroits de la planète – touchant des personnes qui n'ont pas encore pu compenser les pertes de revenus occasionnées par la pandémie de covid-19, qui ont été durement touchées par la flambée des prix des denrées alimentaires, des intrants agricoles et de l'énergie, ou encore dont la vie et les moyens d'existence sont mis à mal par des conflits ou des phénomènes météorologiques extrêmes. Il faut se réjouir des progrès accomplis au regard d'importants indicateurs de la nutrition infantile, et plusieurs régions sont en passe d'atteindre certaines des cibles fixées en matière de nutrition d'ici à 2030. Cependant, l'augmentation des taux d'excès pondéral et d'obésité constatée dans de nombreux pays laisse présager un accroissement de la charge des maladies non transmissibles.

Le thème du rapport de cette année est l'urbanisation. Avec des projections indiquant que près de 7 personnes sur 10 vivront dans des villes d'ici à 2050, cette mégatendance façonne les systèmes agroalimentaires et, par suite, leur capacité à assurer une alimentation saine et abordable pour tous et à contribuer à l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

L'une des principales conclusions à retenir est que la manière dont les systèmes

agroalimentaires sont façonnés par l'urbanisation ne peut être comprise que sous l'angle du continuum rural-urbain, la simple dichotomie entre milieu rural et milieu urbain ne permettant plus de cerner les liens de plus en plus nombreux qui se tissent entre les zones urbaines, périurbaines et rurales. Cette connectivité croissante qui traverse le continuum rural-urbain est devenue un aspect essentiel qui doit être pris en compte pour comprendre le fonctionnement des chaînes de valeur aujourd'hui. C'est à cette seule condition que l'on pourra trouver des solutions en matière de politiques, de technologies et d'investissements qui répondent clairement aux défis et aux possibilités que suscite l'urbanisation dans les systèmes agroalimentaires.

La mise en œuvre de ces solutions passe par l'adoption de mécanismes de gouvernance et d'institutions intéressant les systèmes agroalimentaires qui transcendent les frontières sectorielles et administratives et s'appuient sur les autorités publiques infranationales et locales. Les autorités locales, en particulier, ont un rôle décisif à jouer dans l'exploitation des mécanismes multipartites et multiniveaux, dont les exemples concrets présentés dans ce rapport montrent qu'ils sont efficaces pour ce qui est de mettre en œuvre des politiques et des solutions essentielles, à même de rendre les aliments sains disponibles et abordables pour tous. ■



2023 L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE MONDE

URBANISATION, TRANSFORMATION DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES ET ACCÈS À UNE ALIMENTATION SAINTE LE LONG DU CONTINUUM RURAL-URBAIN

Ce rapport fait le point sur les progrès accomplis au niveau mondial en direction des objectifs d'éradication de la faim (cible 2.1 des ODD) et d'élimination de la malnutrition sous toutes ses formes (cible 2.2). Il montre que la faim dans le monde est demeurée relativement stable entre 2021 et 2022, mais qu'elle se maintient largement au-dessus du niveau enregistré avant la pandémie de covid-19, et même qu'elle augmente dans de nombreuses régions où les populations n'ont pas encore pu compenser les pertes de revenus occasionnées par la pandémie, ou ont été durement touchées par la flambée des prix des denrées alimentaires, des intrants agricoles et de l'énergie, ou par des conflits et/ou des phénomènes météorologiques extrêmes. Le rapport donne également des estimations actualisées concernant les milliards de personnes qui n'ont pas accès toute l'année à une alimentation nutritive, sans danger pour la santé et en quantité suffisante. Il fait apparaître que, dans l'ensemble, nous sommes bien mal engagés pour atteindre l'ensemble des cibles liées à la nutrition. Si des progrès sont observés en ce qui concerne d'importants indicateurs de la nutrition infantile, l'augmentation des taux d'excès pondéral chez les enfants de moins de 5 ans dans de nombreux pays laisse présager un accroissement de la charge des maladies non transmissibles.

Depuis son édition 2017, ce rapport n'a eu de cesse de souligner que l'intensification et l'interaction des conflits, des phénomènes météorologiques extrêmes et des ralentissements et récessions économiques, conjugués au fait que les aliments nutritifs sont inabordable pour de nombreuses personnes et à l'aggravation des inégalités, nous éloignent de la réalisation des cibles de l'ODD 2. Toutefois, pour bien comprendre les défis et les possibilités associés à la réalisation des cibles de l'ODD 2, il est nécessaire de prendre en compte d'autres mégatendances importantes dans l'analyse. L'une de ces mégatendances, objet de cette édition annuelle du rapport, est l'urbanisation.

L'urbanisation progresse dans de nombreux pays et ce rapport montre qu'elle modifie les systèmes agroalimentaires d'une façon qu'il n'est plus possible d'appréhender sous l'angle de la simple dichotomie entre milieu rural et milieu urbain. L'évolution des agglomérations tout le long du continuum rural-urbain et la fonction d'interface que celles-ci exercent en tant que lieux d'échange et d'interactions socioéconomiques modifient les systèmes agroalimentaires et sont modifiées par eux, ce qui n'est pas sans conséquences pour la disponibilité et l'accessibilité économique des aliments sains, et donc pour la sécurité alimentaire et la nutrition. De nouvelles données indiquent que, dans certains pays, ce ne sont plus seulement les ménages urbains mais aussi les ménages ruraux qui achètent une part élevée des aliments qu'ils consomment. Dans plusieurs pays, la consommation d'aliments hautement transformés augmente également dans les zones périurbaines et les zones rurales. Les effets de ces changements sur la sécurité alimentaire et la nutrition des individus diffèrent selon l'endroit où ceux-ci vivent le long du continuum rural-urbain.

Ce thème pertinent et d'actualité s'inscrit dans la droite ligne du Nouveau Programme pour les villes adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies, et le rapport contient des recommandations sur les politiques, les investissements et les mesures à mettre en œuvre pour relever les défis liés à la transformation des systèmes agroalimentaires dans le contexte de l'urbanisation et pour garantir l'accès de tous à une alimentation saine et abordable.



L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023 (texte intégral – à paraître en octobre 2023)



Certains droits réservés. Ce travail est mis à la disposition du public sous la Licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

